

CONSEIL DE SÉCURITÉ

L'ALGÉRIE EXHORTE L'ONU À BRISER L'ENGRENAGE DE LA FAIM COMME ARME DE GUERRE

L'Algérie a réclamé devant le Conseil de sécurité des Nations unies des actions concrètes pour qu'on cesse d'utiliser la faim comme instrument de guerre, tout en soulignant la sévérité des pénuries alimentaires qui ont touché ensemble, l'an passé, Ghaza et le Soudan.



P.7

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Jeudi 14 Rabie El-Aouel 1448 - 27 Août 2026 - N° 1375 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

SUR INSTRUCTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

UNE DÉLÉGATION MINISTÉRIELLE À BÉJAÏA POUR S'ENQUÉRIR SUR LE TERRAIN DES EFFORTS D'EXTINCTION DES INCENDIES



Sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, est arrivé, mercredi soir, à Béjaïa, afin de s'enquérir sur le terrain du déroulement des opérations d'extinction des incendies qui se sont déclarés dans certaines communes de la wilaya, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

P.3

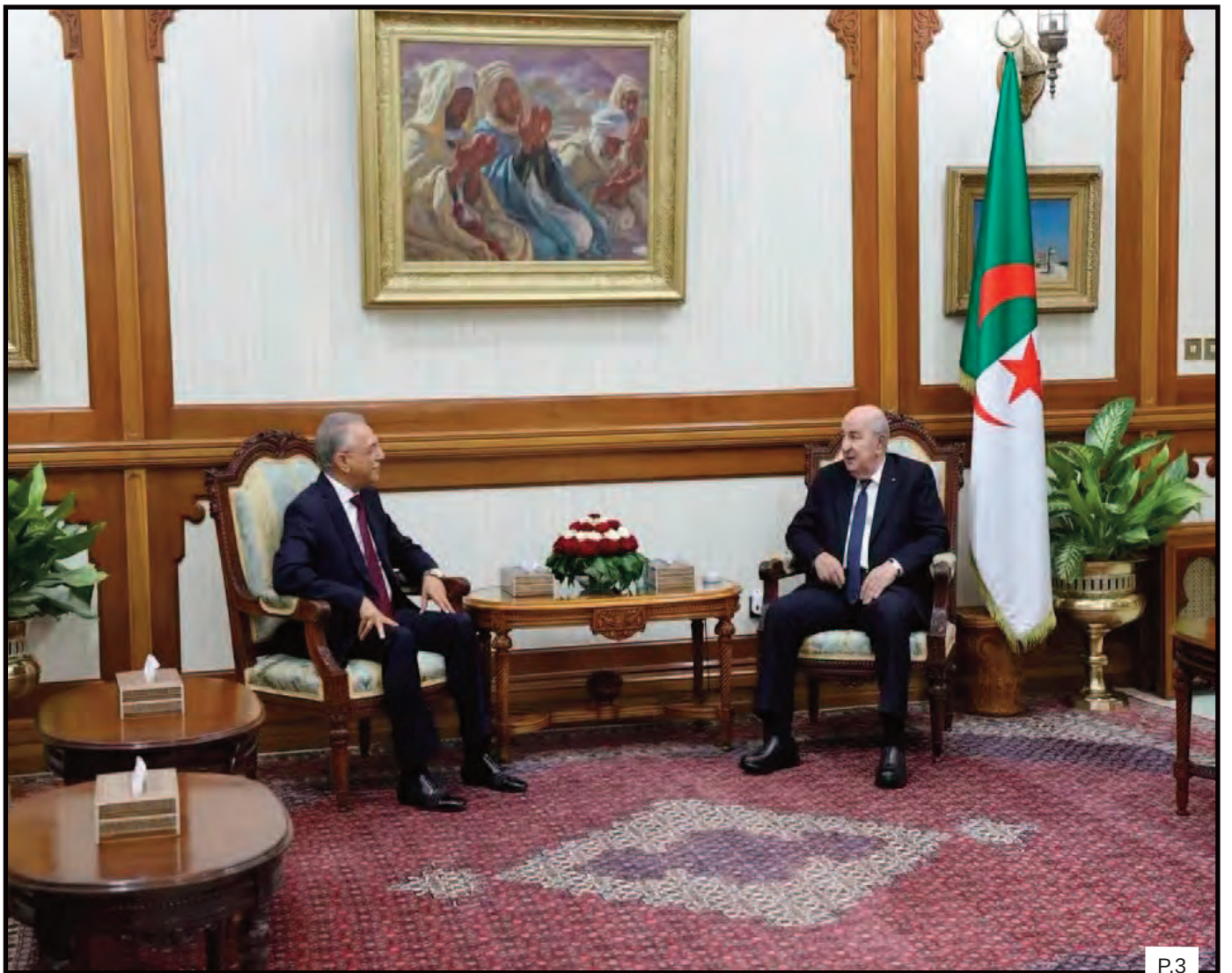
INCENDIES DE FORÊT DANS PLUSIEURS WILAYAS LES INTERVENTIONS SE POURSUIVENT POUR LES MAÎTRISER

Les services de la Protection civile, en coordination avec les autorités locales et les différents services concernés, poursuivent leurs interventions sur le terrain pour maîtriser les incendies enregistrés dans plusieurs wilayas du pays, en mobilisant tous les moyens humains et matériels nécessaires à la protection des vies et des biens, indique mercredi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

P.2

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE PRÉSIDENT DE L'AUTORITÉ NATIONALE INDÉPENDANTE DES ÉLECTIONS



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), M. Saad Arous.

MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PAR LE NUMÉRIQUE ÉVALUATION DU NOUVEL OUTIL D'IMMATRICULATION DES VÉHICULES

M. Saïd Sayoud, ministre chargé de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, a présidé hier une réunion de travail avec les responsables de la réglementation et des affaires générales de plusieurs wilayas. Cette session, rapportée par un communiqué officiel, était dédiée à l'examen du dispositif national d'enregistrement des automobiles.

P.4

INCENDIES DE FORÊT DANS PLUSIEURS WILAYAS LES INTERVENTIONS SE POURSUIVENT POUR LES MAÎTRISER

Les services de la Protection civile, en coordination avec les autorités locales et les différents services concernés, poursuivent leurs interventions sur le terrain pour maîtriser les incendies enregistrés dans plusieurs wilayas du pays, en mobilisant tous les moyens humains et matériels nécessaires à la protection des vies et des biens, indique mercredi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Les services de la Protection civile, en coordination avec les autorités locales et les différents services concernés, "assurent un suivi permanent de la situation sur le terrain, tout en poursuivant le renforcement des moyens d'intervention en les adaptant en fonction de l'évolution des incendies afin de les maîtriser, avec pour priorité la protection des vies et des biens", a précisé la même source.

Dans ce cadre, "des hélicoptères et des avions bombardiers d'eau ont été engagés dans plusieurs régions, dont l'hélicoptère Mi-26, les avions bombardiers d'eau AT-802 et le BE-2000, outre les moyens terrestres relevant des services de la Protection civile, notamment la colonne mobile".

Les mesures prises dans le cadre de la lutte contre ces incendies prévoient également "l'activation du dispositif ORSEC par les walis en cas de nécessité", précise le communiqué.

RA



LA DIPLOMATIE RELIGIEUSE ET SES CONTRIBUTIONS THÈME D'UN COLLOQUE NATIONAL À ADRAR

La diplomatie religieuse et ses contributions dans l'établissement de relations de communication et l'instauration de la paix est le thème de la 15e édition du Colloque national tenu, mercredi à Adrar, à l'initiative de l'école coranique "Malek Ben-Anes" du vieux Ksar Ougdim, dans le cadre des activités de la célébration du Mawlid Enna-baoui Echarif dans la wilaya d'Adrar.

Dans son intervention en ouverture, à la maison de la culture, des travaux de cette rencontre, le représentant du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Aïssa Bouaïcha, a souligné que "choisir le thème de la diplomatie religieuse traduit la conscience de la mission qu'assument les institutions religieuses et spirituelles pour faire face aux défis conjoncturels, à l'ère où l'Algérie considère la diplomatie religieuse en tant que moyen de dialogue et de propagation de la paix,

au travers du rôle des zaouïas (confréries) et écoles coranique dans l'enseignement du Saint Coran et des sciences religieuses sur la base de la modération et du juste milieu".

Le même responsable a mis en avant, à ce titre, que le ministère des Affaires religieuses valorise ces activités au travers la consolidation de la communication avec les promus et disciples des écoles coraniques algériennes issus des pays limitrophes, et l'accueil des Oulémas et chercheurs des différents pays à l'effet de renforcer les relations et canaux de dialogue. Pour sa part, le Cheikh de l'école coranique "Malek Ben-Anes" du Ksar d'Ougdim, l'imam Mohamed El-Mehdi Ghitaoui, a donné un aperçu sur les missions des éminents érudits et Oulémas ayant tenu à la rectitude et jeté les bases de la diplomatie religieuse en Algérie et en Afrique, à l'instar du

Cheikh Ben-Abdelkrim El- Maghili, le Cheikh Ahmed Tidjani et l'Emir Abdelkader El-Djazairi, fondateur de l'Etat moderne, ainsi que d'autres ayant suivi ce parcours dans le dénouement des conflits par le dialogue en Algérie et en Afrique, tels les Choyoukh des Zaouïas et des écoles coraniques, à leurs têtes les défunts Cheikh Sidi-Mohamed Belkebir et Moulay El-Touhami Ghitaoui.

Le programme de ce Colloque national, renforcé par la présence des éminentes personnalités religieuses, imams, Chouyoukh et universitaires, prévoit une série d'axes afférents à la valeur de la réconciliation comme volet de la diplomatie religieuse, les valeurs de paix et les règles légitimes de la diplomatie religieuse.

RA

ALGÉRIE-MAURITANIE UNE DÉLÉGATION DE JEUNES ALGÉRIENS PARTICIPE À NOUAKCHOTT AUX ACTIVITÉS DE LA COLONIE DE VACANCES

Une délégation de jeunes Algériens participe, à Nouakchott (Mauritanie), aux activités de la colonie de vacances des jeunes lauréats et innovateurs pour l'année 2026, dans le cadre de la consolidation des espaces d'échange et de communication entre les jeunes des deux pays, indique mercredi un communiqué du ministère de la Jeunesse.

"A l'invitation du ministère mauritanien de l'Autonomisation des jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service civique, une délégation de jeunes Algériens participe aux activités de la colonie de vacances des jeunes lauréats et innovateurs, organisée du 25 au 30 août dans la capitale Nouakchott, sous le slogan "L'autonomisation des jeunes commence par l'éducation", précise le communiqué.

Le camp réunit "36 jeunes Mauritaniens des deux sexes parmi les lauréats et les innovateurs, ainsi que la délégation de jeunes Algériens, composée des lauréats aux festivals nationaux organisés par le ministère de la Jeunesse au cours de l'année 2026, dans un espace destiné aux jeunes visant à développer les capacités, à forger les compétences, à renforcer l'esprit d'initiative et le travail collectif, et à ouvrir de plus larges perspec-

tives d'échange d'expériences et d'expertises entre les jeunes des deux pays frères".

Le programme du camp comprend "un éventail varié d'activités de formation, culturelles et sportives, en sus de visites de terrain, et une exposition consacrée à la créativité et à l'innovation, permettant aux participants d'apprendre, d'interagir et de mettre en avant leurs expériences et leurs talents dans différents domaines".

La participation algérienne à ce rendez-vous intervient en application des instructions du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, pour réaffirmer l'importance qu'accorde l'Algérie au "renforcement de la coopération dans le domaine de la jeunesse avec la République islamique de Mauritanie, et à la consolidation des espaces d'échange et de communication entre les jeunes des deux pays, en harmonie avec la profondeur des relations fraternelles et historiques unissant les deux peuples frères".

Elle constitue également une opportunité de "mettre en avant l'expérience de la jeunesse algérienne, ainsi que ses talents, ses compétences et ses potentialités, en vue de faire connaître les initiatives et programmes qui

accompagnent les jeunes et soutiennent leurs parcours d'excellence, de créativité et d'innovation, tout en leur permettant de découvrir l'expérience mauritanienne et d'échanger les points de vue et expériences avec leurs homologues".

Dans une allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture de cette manifestation, le ministre mauritanien de l'Autonomisation des jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service civique, Mohamed Abdallahi Ould Louly, a estimé que la participation de la délégation algérienne "incarne la solidité des relations fraternelles et historiques entre l'Algérie et la Mauritanie" et apporte "une valeur ajoutée qualitative au camp, à même de renforcer la communication et la coopération entre les jeunes des deux pays".

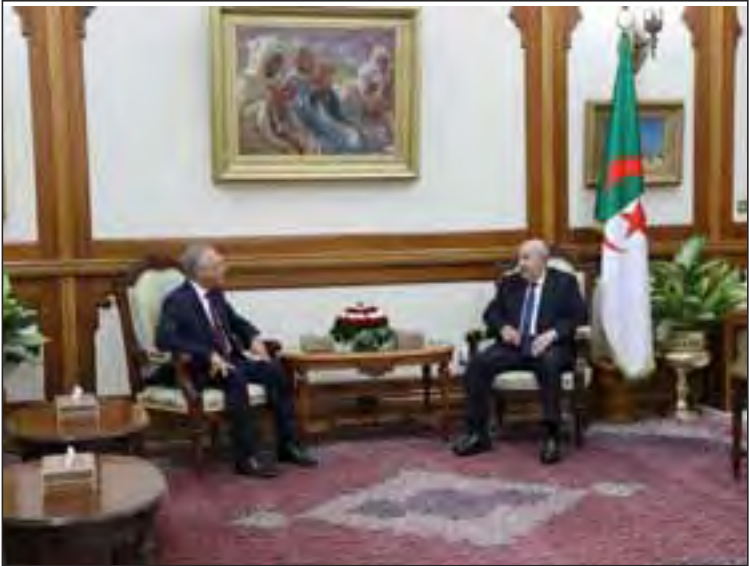
De son côté, la représentante de la délégation algérienne, Guessoum Salsabil, a affirmé que la participation à cette rencontre permet "d'échanger les idées et les aspirations et de tisser de nouvelles relations entre les jeunes des deux pays", formant le vœu que ce camp constitue "le point de départ de projets et d'initiatives communes entre ces jeunes à l'avenir", selon la même source.

RA

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
REÇOIT LE PRÉSIDENT DE
L'AUTORITÉ NATIONALE
INDÉPENDANTE DES ÉLECTIONS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), M. Saad Arous. RA



PRÉSIDENT DE L'ANIE

« NOUS TRAVAILLERONS EN TOUTE INDÉPENDANCE ET
RESPONSABILITÉ POUR RENFORCER L'INTÉGRITÉ DES ÉLECTIONS ET
GARANTIR LE RESPECT DU CHOIX DES ÉLECTEURS3

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), M. Saad Arous, a assuré, mercredi, que l'Autorité travaillera en toute indépendance et responsabilité afin de renforcer l'intégrité et la transparence des élections et de garantir le respect du choix des électeurs.

Dans une déclaration au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, M. Arous a indiqué avoir écouté, lors de cette "importante" rencontre, les orientations et la vision du président de la République concernant "la poursuite du renforcement de l'édification des institutions de l'Etat et la consolidation de l'Etat de droit et de la pratique démocratique".

Cette rencontre a été l'occasion de "souligner l'importance du rôle de l'Autorité nationale in-

dépendante des élections, en tant qu'institution constitutionnelle, dans la garantie de l'intégrité et de la transparence des élections et le renforcement de la confiance du citoyen dans ses institutions et dans l'ensemble du processus électoral", a poursuivi M. Arous.

Après avoir exprimé sa profonde gratitude au président de la République pour la confiance placée en sa personne, le prési-

dent de l'ANIE a dit : "je travaillerai aux côtés des membres et des cadres de l'Autorité, en toute indépendance et responsabilité, fidèle à la confiance placée en ma personne et engagé à veiller à l'accomplissement des missions constitutionnelles dévolues à l'ANIE, afin de renforcer l'intégrité et la transparence des élections et de garantir le respect du choix des électeurs".

RA

SUR INSTRUCTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

UNE DÉLÉGATION MINISTÉRIELLE À BÉJAÏA POUR S'ENQUÉRIR SUR LE
TERRAIN DES EFFORTS D'EXTINCTION DES INCENDIES

Sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, est arrivé, mercredi soir, à Béjaïa, afin de s'enquérir sur le terrain du déroulement des opérations d'extinction des incendies qui se sont déclarés dans certaines communes de la wilaya, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

M. Sayoud s'est rendu dans

la wilaya de Béjaïa, accompagné du ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, du Directeur général de la Sécurité nationale, M. Ali Badaoui, et du Directeur général de la Protection civile, le Colonel Boualem Bourelaf, afin de "s'enquérir sur le terrain du déroulement des opérations d'extinction des incendies, des efforts déployés par les équipes d'intervention, ainsi que de l'état de santé des blessés", précise le communiqué. RA



CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE

M. ATTAË À DJEDDAH POUR PARTICIPER À
LA 23^E SESSION EXTRAORDINAIRE DU
CONSEIL DES MINISTRES DES AE DES ETATS
DE L'OCI

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaï, est arrivé, mercredi à Djeddah, au Royaume d'Arabie saoudite, pays frère, pour participer à la 23e session extraordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), prévue jeudi, indique un communiqué du ministère. "Les travaux de cette session verront l'élection d'un nouveau Secrétaire général de l'OCI, en remplacement de l'actuel, M. Hissein Brahim Taha", précise le communiqué. "Les travaux de cette session extraordinaire seront

également consacrés à l'examen des développements graves et accélérés que connaît la question palestinienne, face à la poursuite de l'agression israélienne et à la multiplication des violations commises à l'encontre du peuple palestinien, notamment dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie, y compris à El-Qods", ajoute la même source.

En marge de sa participation aux travaux de cette réunion, "le ministre d'Etat aura nombre de rencontres et d'entretiens bilatéraux avec ses homologues des Etats membres participants, en sus de rencontres avec les responsables de l'OCI", conclut le communiqué.

RA

ALGÉRIE-NIGER

ARRIVÉE À ALGER DU PREMIER MINISTRE
DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER POUR UNE
VISITE DE TRAVAIL DE DEUX JOURS

Le Premier ministre de la République du Niger, M. Ali Mahaman Lamine Zeine, est arrivé, mercredi soir, à Alger, à la tête d'une importante délégation ministérielle, pour une visite de travail de deux jours, dans le cadre du renforcement des relations de coopération et de partenariat entre les deux pays frères.

Le Premier ministre nigérien a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, accompagné du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, du ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, du ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, du ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines et des Industries minières, Mme Karima Bakir Tafer, du Secrétaire

général du ministère de la Défense nationale, le Général-Major Mohamed Salah Benbicha, du Directeur général Afrique au ministère des Affaires étrangères, M. Boualem Chebihi, et de l'ambassadeur d'Algérie auprès de la République du Niger, M. Ahmed Saadi.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la dynamique que connaissent les relations algéro-nigériennes à la faveur de la volonté commune du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de son frère, le président de la République du Niger, pays frère, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, de donner un nouveau souffle aux relations bilatérales et de leur ouvrir de nouvelles perspectives. Cette visite participe également de la volonté commune de construire un partenariat renouvelé et efficace, à même de soutenir le développement et la stabilité et de promouvoir la coopération et l'intégration régionale sur le continent africain.

RA

MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PAR LE NUMÉRIQUE

ÉVALUATION DU NOUVEL OUTIL D'IMMATRICULATION DES VÉHICULES

M. Saïd Sayoud, ministre chargé de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, a présidé hier une réunion de travail avec les responsables de la réglementation et des affaires générales de plusieurs wilayas. Cette session, rapportée par un communiqué officiel, était dédiée à l'examen du dispositif national d'enregistrement des automobiles.

Par Ali Boudefel

Au cours de cet échange, le ministre a martelé que cette plateforme digitale se doit de devenir un levier performant pour rénover les prestations publiques, simplifier les démarches et resserrer les liens entre l'État et les usagers. Il a enjoint de résoudre avec promptitude et efficacité les obstacles techniques signalés, afin d'assurer la permanence du service et de satisfaire les attentes de la population, selon la même source.

Par ailleurs, il a insisté sur la détection des failles et des insuffisances, ainsi que sur la formulation de remèdes adéquats pour répondre



au mieux aux doléances des citoyens. Il a aussi souligné l'importance d'une synergie entre les échelons centraux et territoriaux, en renforçant leur coopération et leur complémentarité.

Enfin, M. Sayoud a jugé indispensable de déployer l'ensemble des ressources humaines et matérielles disponibles pour offrir un service public conforme aux exigences des usagers, tout en programmant des rencontres régulières entre les niveaux national et local. Ces dernières permettront de poser les problèmes rencontrés, d'en suivre le règlement et d'élaborer des mesures adaptées dans des délais restreints, conclut le communiqué.

A.B

GESTION DE LA DEMANDE DES GRANDS CONSOMMATEURS

RÉUNION DE COORDINATION ENTRE LES MINISTÈRES DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, ont tenu, mercredi, une réunion de coordination sur la gestion de la demande des grands consommateurs de gaz à l'échelle nationale, indique un communiqué du ministère de

l'Energie. Cette réunion, tenue au siège du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables en présence de cadres des deux départements ministériels, a été consacrée à l'examen du "dossier de la gestion de la demande des grands consommateurs d'énergie gazière à l'échelle nationale, en tant que dos-

sier stratégique de développement contribuant au renforcement de l'efficacité des politiques publiques en matière d'énergie et de rationalisation de sa consommation", précise la même source.

Cette rencontre a également été l'occasion de discuter des moyens permettant d'améliorer les indica-

teurs d'efficacité énergétique et de garantir une utilisation optimale des ressources énergétiques nationales, en adéquation avec les exigences d'un développement socioéconomique durable, tout en renforçant la sécurité énergétique à moyen et long terme, ajoute le communiqué.

RA

COMMERCE INTÉRIEUR

MME ABDELLATIF INSISTE SUR L'INTENSIFICATION DU CONTRÔLE ET DU SUIVI QUOTIDIEN DU MARCHÉ

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présidé, mercredi à Alger, une réunion de travail avec les directeurs régionaux du commerce, au cours de laquelle elle a insisté sur la nécessité d'intensifier les opérations de contrôle et de veiller au suivi quotidien de l'approvisionnement du marché, indique un communiqué du ministère. Tenue par visioconférence en présence des cadres centraux du ministère, la réunion a été consacrée

au suivi de la situation de l'approvisionnement du marché national et aux préparatifs de la prochaine rentrée sociale, précise le communiqué.

A cette occasion, la ministre a souligné "la nécessité de poursuivre l'intensification des opérations de contrôle et de veiller au suivi quotidien de l'approvisionnement" du marché, mettant également l'accent sur la nécessité de renforcer la traçabilité des chaînes de distribution, à toutes les étapes, afin d'assurer la disponibilité des denrées essentielles et de

préserver la stabilité des prix sur le marché national, garantissant ainsi la protection des droits des consommateurs et du pouvoir d'achat des citoyens. La ministre a, par ailleurs, donné des instructions aux directeurs du commerce pour que soient finalisés les derniers préparatifs relatifs au lancement des événements commerciaux dédiés à l'exposition et à la commercialisation des fournitures scolaires à des prix compétitifs, conclut le communiqué.

RE

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

34 MORTS ET 2013 BLESSÉS EN UNE SEMAINE

Trente-quatre (34) personnes sont décédées et 2013 autres ont été blessées dans 1542 accidents de la route survenus durant la période allant du 16 au 22 août à travers le territoire national, indique mercredi un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Naâma avec 7 morts et 40 blessés dans 9 accidents de la circulation, précise la même source.

Dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 8729 interventions ayant permis de sauver 6457 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 1934 autres et d'évacuer 329 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant toutefois le décès par noyade en mer

de 11 personnes et 5 autres dans des réserves d'eau.

Durant la même période, les équipes de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 2411 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (197 incendies), Sétif (109) et Annaba (105).

En outre, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 253 incendies du couvert végétal dans plusieurs wilayas du pays, selon la même source.

Pour ce qui est des opérations diverses, les secours de la Protection civile ont effectué 5954 interventions pour le sauvetage de 407 personnes en situation de danger et exécuté 5007 opérations diverses d'assistance.

RA

EAU POTABLE

LANCEMENT PROCHAIN DE 4 PROJETS À KHENCHELA

Des travaux portant sur la réalisation de 4 projets destinés à renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) dans la commune de Baghai (Khenchela), seront "bientôt" lancés, a indiqué, mercredi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Amara Sehtal.

Le même élu a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'il s'agit de la construction d'un réservoir de 300 m3 dans la zone de "Lemradsia", de la réalisation, de l'équipement et de l'électrification d'un forage destiné à l'AEP du centre de Baghai, du renouvellement d'une partie du réseau de distribution d'eau potable de plusieurs cités, et de l'acquisition de pompes immergées de secours en appui des puits artésiens.

Ces projets, financés à hau-

teur de 29 millions de dinars pour un délai de réalisation de 6 mois et une mise en service en 2027, pris en charge dans le cadre de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et du programme d'appui au développement économique et social des communes, seront lancés dès la finalisation des procédures administratives et légales d'usage selon M. Sehtal.

Le président de l'APC de Baghai a également fait savoir qu'un réservoir d'eau de 300 m3, en construction dans la localité de Ararcha, a atteint un taux d'avancement de 70%, en plus du lancement récent de la réalisation de puits de remplacement dans la région d'Aarkoub Menaâ.

RA

ANNABA

168 QUINTAUX DE POULET CONGELÉ MIS EN VENTE POUR STABILISER LE MARCHÉ

La wilaya d'Annaba a lancé, mercredi, la distribution de plus de 168 quintaux de poulet congelé via quatre commerces, dans le but de garantir sa disponibilité à des coûts accessibles, selon Abderrahmane Samaï, chef du service d'observation du marché et d'information économique à la direction du commerce.

Par Halim Dardar

D'après ce responsable, l'initiative consiste à écouler les réserves stockées à l'Office régional des viandes rouges de l'Est, en passant par des points de vente définis, pour soutenir l'offre et satisfaire la demande toujours plus forte pour cet aliment. Ces lieux de vente sont répartis comme suit : cité Oued Kouba (Annaba), cité Boukhadra 3 (El Bouni), un site à El Hadjar, et un grand magasin situé au centre d'Annaba. La même source a indiqué que cette répartition vise à toucher un maximum de foyers et à faciliter l'accès au produit pour les consommateurs de toute la wilaya.



Il a également précisé que les équipes de la direction du commerce, en lien avec divers partenaires économiques, veillent à la bonne marche de

l'opération et à son contrôle sur le terrain, afin d'acheminer les marchandises dans de bonnes conditions. Par ailleurs, M. Samaï a appelé les

acteurs du secteur de la distribution et de la commercialisation du poulet, désireux de participer, à contacter les services de la direction. Cette action s'inscrit dans une politique plus large de régulation de l'approvisionnement local, de renforcement de l'offre et de soutien à la baisse des tarifs, pour que les ménages puissent acheter du poulet congelé à un prix convenable. Le tarif retenu pour cette opération est de 350 DA/kg, un montant conçu pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens, a-t-on ajouté. Enfin, cette mesure fait partie des dispositifs mis en œuvre par les autorités commerciales, en coopération avec les divers acteurs, pour assurer un approvisionnement régulier, surveiller les prix et les quantités, et intervenir en cas de besoin afin d'éviter toute pénurie et de maintenir l'accès aux denrées essentielles.

H.D

RENFORCEMENT DU RÉSEAU DE TRANSPORT URBAIN À TLEMCCEN
MISE EN SERVICE DE 20 BUS FLAMBANT NEUF

La wilaya de Tlemcen a procédé hier mercredi à l'inauguration de vingt nouveaux bus affectés au transport urbain, venant étoffer le parc de l'établissement public local, sous l'égide des instances régionales. Ce premier lot s'inscrit dans le cadre du programme présidentiel initié par M. Abdelmadjid Tebboune, qui entend moderniser et accroître les flottes de transport collectif sur l'ensemble du territoire. À Tlemcen, cette mesure devrait fluidifier les déplacements quotidiens des résidents du Grand Tlemcen, d'après Samir Rabiaï, direc-

teur des transports de la wilaya. Ces autobus, pouvant accueillir cent personnes chacun, seront répartis sur neuf lignes urbaines, notamment celles reliant les secteurs d'El Koudia, Boudjlida et Oudjlida (commune de Tlemcen), Bouhenak et AADL (Mansourah), ainsi que le quartier Ouzidane à Chetouane. Selon la même source, cette mise en service devrait rehausser la qualité du service rendu aux usagers et diminuer les difficultés de déplacement observées sur ces axes. M. Rabiaï a en outre signalé qu'une

deuxième phase, comprenant vingt bus supplémentaires ou plus, viendra renforcer le parc dans les prochains mois, ciblant prioritairement les liaisons vers Hennaya, Beni Mester et d'autres localités de la wilaya. À ce jour, le parc global de Tlemcen dépasse 1 300 véhicules dédiés au transport urbain et suburbain, exploités par environ 950 opérateurs du secteur, selon les informations des services compétents.

H.D

MÉDÉA

LE SECTEUR DE LA SANTÉ RENFORCÉ PAR 207 RECRUTEMENTS DANS LE PARAMÉDICAL

Le secteur de la santé à la wilaya de Médéa a été renforcé par 207 nouveaux employés, recrutés dans les différentes spécialités paramédicales, a-t-on appris, mercredi, des services de la wilaya. Le secteur hospitalier de la wilaya a été renforcé par plusieurs postes budgétaires et pédagogiques "importants" et "urgents", afin de combler le déficit enregistré en personnel paramédical, a précisé la même source, ajoutant que cette opération s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale visant à assurer une bonne gestion des ressources humaines et à améliorer les prestations de soins destinées aux citoyens. Les nouveaux postes ouverts concernent principalement 81 infirmiers de santé publique (ISP), 35 sage-femmes et 32 manipulateurs en radiologie, ainsi que d'autres postes relevant de différentes spécialités.

L'opération de recrutement vise à répondre aux besoins des établissements publics de santé de la wilaya en personnels médicaux et paramédicaux, notamment face à la demande croissante en prestations de santé, à l'évolution démographique et aux besoins grandissants en matière de prise en charge médicale spécialisée. Par ailleurs, l'établissement public hospitalier (EPH) Mohamed Boudiaf, s'est doté d'un ensemble moderne et intégré d'équipements et de matériel de stérilisation destinés au bloc opératoire central, qui consolidera la disponibilité des salles d'opérations et renforcera les conditions de sécurité et de prévention contre les maladies nosocomiales, note la même source.

RR

BLIDA

RENFORCEMENT DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION PAR DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Blida sera renforcé en prévision de la rentrée scolaire 2026-2027 par un certain nombre de nouveaux établissements et d'infrastructures scolaires, qui contribueront à consolider les conditions de scolarisation, a-t-on appris de la Direction de l'éducation. Le chef du service de la programmation et du suivi au sein de la direction, a précisé mardi dans une déclaration à l'APS, que cette opération comprend la mise en service de huit (8) nouvelles écoles primaires réparties entre la commune de Bouinan, qui en a bénéficié de cinq (5) écoles, et celles de Bouarfa, Mouzaïa et Bouguara, afin d'alléger la pression sur les établissements situés dans ces zones qui connaissent une croissance démographique. Concernant le cycle moyen, sept (7) Collèges d'enseignement moyen (CEM) seront mis en service, dont trois (3) dans la commune de Bouinan, qui connaît une expan-

sion urbaine, notamment au niveau des nouveaux quartiers résidentiels. Le cycle secondaire sera également renforcé par quatre (4) nouveaux établissements achevés dans les communes de Bouinan et Meftah, dans le cadre des programmes de quartiers résidentiels intégrés. Le même responsable a ajouté que quatre (4) écoles primaires situées dans le pôle urbain d'Al-Afroun entrèrent en service d'ici la fin du quatrième trimestre de l'année en cours, ainsi que deux CEM au sein de ce même pôle urbain, et une salle de sport au lycée Al-Fath de la ville de Blida, dont la livraison est prévue au cours de la même période. Le parc des établissements scolaires de la wilaya de Blida compte actuellement 457 écoles primaires, 168 CEM et 63 lycées.

RR

ORAN

LANCEMENT PROCHAIN DES TRAVAUX DE DÉSENSABLEMENT AU PORT DE PÊCHE D'ARZEW

Les travaux de désensablement et d'enlèvement des dépôts de terre au niveau du port de pêche et de plaisance d'Arzew (est d'Oran) devraient débiter "prochainement", a indiqué la direction des Travaux publics. Selon la même direction, une enveloppe financière de 716 millions de dinars a été consacrée aux travaux de désensablement du port de pêche d'Arzew, sur une profondeur dépassant deux mètres. L'entreprise chargée de la réalisation des travaux a été désignée et le chantier devrait démarrer "prochainement", après l'achèvement des procédures administratives. Cette opération permettra de faciliter la circulation et l'accostage des bateaux de pêche à l'intérieur du port, ainsi que d'améliorer les conditions de travail des professionnels de la pêche et d'intensifier leur activité, a-t-on précisé. Pour rappel, la direction locale des Travaux publics, en coordination avec l'Entreprise de gestion des ports de pêche et de plaisance, ainsi qu'avec les ports d'Oran et d'Arzew, a pris en charge ces dernières années plusieurs opérations de renforcement et de réhabilitation des quais, notamment au niveau du port d'Oran. Il s'agit notamment du quai "Conakry", destiné aux navires de transport de voyageurs, qui s'étend sur 250 mètres de longueur et atteint une profondeur de 10 mètres, ainsi que du quai "Sénégal". Des travaux ont également porté sur le renforcement de la digue principale du port d'Oran, longue de 3 kilomètres.

RR

AGRUMES

L'AFRIQUE DU SUD CONFORTE SA PLACE SUR LE MARCHÉ INDIEN DES AGRUMES

Depuis le début de l'année 2025, la république d'Afrique du Sud occupe la première position mondiale pour les expéditions d'agrumes en termes de quantité. Alors que les exigences phytosanitaires deviennent un facteur déterminant de concurrence, cette évolution pourrait renforcer durablement sa pénétration en Asie.

Par Nawal Bordji

Le 19 août, le département sud-africain en charge de l'agriculture a fait savoir que l'Inde avait approuvé la pratique du refroidissement pendant le transport pour les fruits frais de la famille des agrumes (oranges, clémentines, citrons, limes et pamplemousses) en provenance de ce pays d'Afrique australe. Cette disposition, active depuis le 29 juillet, met un terme à près de dix années de discussions entre Pretoria et New Delhi sur ce sujet.

En pratique, les exportateurs sud-africains peuvent désormais réaliser l'opération de réfrigération durant le trajet maritime vers l'Inde. Cela représente un allègement des contraintes liées aux contrôles sanitaires. Depuis 2016, New Delhi imposait en effet que ce processus, destiné à éliminer des nuisibles tels que la mouche des fruits, soit effectué via du bromure de méthyle ou par un refroidissement à quai avant le chargement des agrumes sud-africains.

QUEL IMPACT ?

D'après les autorités, le froid appliqué en cours d'acheminement offre une souplesse accrue aux profession-



nels et devrait faciliter l'organisation logistique tout en augmentant les volumes dirigés vers l'Inde. « Les cargaisons pourront maintenant être réfrigérées pendant leur acheminement et parvenir à bon port dans les temps, tout en conservant leur fraîcheur. Cette mesure devrait aussi stimuler le développement de la filière agrumicole sud-africaine, en particulier par l'accroissement des tonnages exportés, l'élargissement des débouchés et la génération d'emplois », a indiqué le ministère dans un communiqué officiel.

Cet enjeu revêt une dimension stratégique car le marché indien gagne rapidement en poids pour les vendeurs sud-africains. Les statistiques rassemblées via la plateforme Trade Map montrent par exemple que les importations indiennes d'agrumes

en provenance d'Afrique du Sud ont presque triplé en cinq ans, passant de 24 000 tonnes en 2021 à environ 71 000 tonnes en 2025. Sur cette même période, les revenus tirés de ce débouché asiatique ont également été multipliés par trois, atteignant 54 millions de dollars en 2025.

Dans l'ensemble, cette souplesse obtenue en Inde constitue pour l'Afrique du Sud une avancée réglementaire favorable, alors que certains de ses clients historiques durcissent leurs conditions.

En juillet dernier, la Citrus Growers' Association (CGA) mettait en garde contre le projet d'harmonisation des normes sanitaires et phytosanitaires entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Depuis le Brexit, le marché britannique offrait aux Sud-Africains un cadre nettement plus souple

que celui de l'UE. Or Londres et Bruxelles s'emploient depuis 2025 à rapprocher leurs réglementations concernant les végétaux, les animaux, les denrées alimentaires et les aliments pour bétail, avec une mise en application prévue vers la mi-2027.

Pour la profession sud-africaine, ce rapprochement suscite la crainte de voir disparaître « l'exception britannique » et de voir s'étendre aux agrumes livrés au Royaume-Uni des règles européennes plus sévères. Ceci alors que Pretoria est déjà en désaccord avec Bruxelles sur plusieurs points phytosanitaires qui rendent les envois vers l'espace communautaire plus onéreux.

Depuis 2022, l'UE exige notamment un traitement par le froid pour prévenir les risques liés au faux carapocapse, avec des températures très basses et des périodes de réfrigération longues, ce qui contraint les exportateurs à investir dans des équipements additionnels de refroidissement, de surveillance et d'entreposage. Pretoria conteste également les dispositions européennes relatives à la tache noire des agrumes, une maladie fongique entraînant des contrôles renforcés, des programmes de pulvérisation coûteux et une plus grande incertitude pour les cargaisons.

Dans ce cadre, l'assouplissement accordé par l'Inde offre aux exportateurs sud-africains une latitude supplémentaire pour diversifier leurs débouchés et soutenir leurs objectifs à l'international. Rappelons que la CGA ambitionne de porter les expéditions nationales d'agrumes à 3,9 millions de tonnes annuelles d'ici 2032, contre 3,23 millions de tonnes en 2025.

N.B

MINES D'OR

L'AUSTRALIEN PERSEUS MINING A LE VENT EN POUPE

Le groupe aurifère australien accélère ses investissements et ses contributions dans ses pays d'implantation, avec une progression de 46 % de la valeur distribuée au titre de l'exercice 2026.

Présent principalement en Afrique de l'Ouest et de l'Est, Perseus Mining renforce son poids économique dans les pays où il mène ses activités aurifères. Le groupe australien, qui exploite les mines de Yaouré et Sissingué en Côte d'Ivoire ainsi qu'Edikan au Ghana, tout en développant le projet Nyanzaga en Tanzanie, a consacré 1,18 milliard de dollars à ses économies hôtes durant son exercice fiscal 2026, couvrant la période du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026. Ce montant représente une progression de 46 % par rapport à l'exercice précédent.

L'annonce, publiée mercredi 26 août, confirme une tendance déjà engagée depuis plusieurs années. En 2025, Perseus Mining avait distribué 813,2 millions de dollars dans les trois pays concernés, après 717,1 millions en 2024 et 537,3 millions en 2023. Le groupe franchit ainsi pour la première fois depuis le début de la décennie le seuil du milliard de dollars de valeur économique distribuée localement.

Cette contribution recouvre plusieurs catégories de dépenses et de versements. Elle comprend notamment les achats de biens et de services réalisés auprès de fournisseurs implantés dans les pays producteurs, les rémuné-

rations et avantages sociaux accordés aux salariés, mais aussi les impôts, les redevances liées à l'exploitation de l'or et les dividendes versés aux États.

La Côte d'Ivoire concentre la plus importante part de cette contribution. Avec les mines de Yaouré et de Sissingué, le pays a bénéficié de 556,5 millions de dollars au cours de l'exercice écoulé. Le Ghana arrive ensuite avec 397,4 millions de dollars, essentiellement liés à l'exploitation de la mine d'Edikan. La Tanzanie complète ce classement avec 229,4 millions de dollars, alors que Perseus Mining y poursuit encore le développement de Nyanzaga.

Cette forte augmentation intervient dans un environnement particulièrement favorable au secteur aurifère. Depuis l'année dernière, la hausse et le maintien à des niveaux élevés des cours de l'or ont accru les revenus potentiels des producteurs, tout en incitant plusieurs gouvernements africains à revoir les conditions fiscales et économiques encadrant l'exploitation de leurs ressources minières.

Le Ghana a notamment modifié son dispositif en mars 2026. Le pays a abandonné le taux fixe de 5 % appliqué aux redevances aurifères au profit d'un mécanisme progressif susceptible d'atteindre 12 %. La Côte d'Ivoire a, elle aussi, revu son système, en remplaçant une fourchette comprise entre 3 % et 6 % par un taux uniforme de 8 %. Ces changements traduisent la volonté des États producteurs de mieux tirer

profit de leurs ressources naturelles dans un contexte de prix de l'or élevés.

Les chiffres communiqués par Perseus Mining permettent également de mesurer plus largement l'impact économique de l'activité minière dans les pays d'implantation. Pour l'exercice 2026, le groupe estime avoir généré au total 1,48 milliard de dollars de valeur économique. Sur cette somme, 1,18 milliard a été effectivement distribué dans les pays hôtes, à travers les différents paiements, rémunérations, achats et contributions publiques.

La différence entre ces deux montants, soit environ 300 millions de dollars, correspond à la part de la valeur créée qui n'a pas été distribuée directement dans les économies locales. L'indicateur permet ainsi de distinguer la richesse générée par les opérations minières de celle qui revient effectivement aux États, aux salariés et aux acteurs économiques locaux.

Au-delà des résultats propres à Perseus Mining, cette évolution illustre donc l'importance croissante de l'exploitation aurifère pour les économies africaines productrices. Elle met également en évidence les enjeux liés au partage de la rente minière entre les compagnies, les pouvoirs publics et les populations locales, alors que les gouvernements cherchent à accroître les retombées de leurs ressources naturelles.

N.B

CONSEIL DE SÉCURITÉ

L'ALGÉRIE EXHORTE L'ONU À BRISER L'ENGRENAGE DE LA FAIM COMME ARME DE GUERRE

L'Algérie a réclamé devant le Conseil de sécurité des Nations unies des actions concrètes pour qu'on cesse d'utiliser la faim comme instrument de guerre, tout en soulignant la sévérité des pénuries alimentaires qui ont touché ensemble, l'an passé, Ghaza et le Soudan.

Par Yacine Boudali

Mehdi Litim, représentant permanent adjoint de l'Algérie auprès de l'ONU, a déclaré devant le Conseil que, pour la première fois, le Rapport mondial sur les crises alimentaires a recensé deux famines conjointes en 2025 affectant les habitants de Ghaza et du Soudan. « La famine ne peut jamais être invoquée comme une tactique guerrière légitime », a-t-il martelé lors d'une séance intitulée : « L'alimentation sous les tirs : quel rôle pour le Conseil de sécurité face aux crises alimentaires locales et planétaires ».

Il a déploré qu'à Ghaza, la catastrophe humanitaire reste une blessure vive et béante, et que les chiffres récents de l'IPC (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) révèlent une situation accablante, avec 1,4 million de personnes toujours en proie à une insécurité alimentaire grave.

Il s'est indigné que les seuils de

famine précédemment constatés à Ghaza montrent les ravages de la faim comme moyen de pression belliqueux, avec des enfants succombant à la malnutrition alors que des cargaisons de secours stationnent à proximité.

À cet égard, l'Algérie renouvelle sa demande d'un arrêt immédiat des hostilités et d'un acheminement humanitaire illimité dans l'enclave palestinienne.

Pour le Soudan, M. Litim a affirmé que ce pays endure « l'une des urgences les plus critiques au monde en matière de pénurie alimentaire sévère ». D'après la dernière évaluation de l'IPC, 19,5 millions de Soudanais, soit près de 41 % de la population, subissent désormais des degrés élevés d'insécurité alimentaire aiguë.

Il a ajouté que 135 000 personnes sont bloquées en phase 5 (catastrophe) et endurent la famine, et que 825 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère, ce qui est le plus inquiétant. Il s'est aussi ému que les obstacles à l'accès humanitaire dus au conflit, les assauts prémédités sur

les voies d'approvisionnement et la ruine des systèmes de production vivrière continuent de priver les plus vulnérables de secours.

Le diplomate algérien a aussi fait part de son souci devant « l'effondrement » des financements internationaux pour l'aide alimentaire, tombés à « leur plus faible niveau depuis dix ans ». Il a redit que la famine ne saurait être une justification guerrière, et que les belligérants ont le devoir impératif de préserver les civils et les équipements vitaux, comme les réseaux d'eau et de production nourricière.

Il a par ailleurs signalé que l'Algérie reste très active sur ce plan, en coprésidant le Groupe de travail sur la sauvegarde des infrastructures civiles dans le cadre de l'Initiative mondiale pour un engagement politique renforcé en faveur du droit humanitaire international. Il a rappelé que l'engagement de son pays envers les acteurs de terrain a été réitéré par la signature, en septembre 2025, de la Déclaration sur la protection du personnel humanitaire.

En outre, Alger préconise des « mesures concrètes » contre la famine et son exploitation guerrière, notamment : instaurer des systèmes d'alerte précoces solides pour repérer les atteintes aux infrastructures alimentaires et hydriques, rassembler les fonds nécessaires à la reconstruction des équipements essentiels endommagés ou détruits par les guerres, assurer un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave, veiller à ce que les responsables d'attaques contre les installations civiles rendent des comptes, et créer un régime de sanctions spécifiquement dirigé contre les entités violant la résolution 2417 et recourant à la famine comme arme.

Il a conclu que l'Algérie réaffirme sa volonté inflexible d'agir avec tous ses partenaires pour imposer le respect du droit humanitaire international, protéger la dignité des personnes et promouvoir une paix durable où la faim ne sera plus jamais utilisée contre l'humanité.

Y.B

PAKISTAN

14 ENFANTS MEURENT DANS L'INCENDIE D'UN HÔPITAL D'ISLAMABAD

Un incendie survenu ce mercredi matin dans un hôpital d'Islamabad, la capitale pakistanaise, a coûté la vie à 14 enfants, ont indiqué les autorités locales. «Un incendie s'est déclaré au troisième étage du service de santé maternelle et infantile (MCH) de l'hôpital PIMS», indique un communiqué publié par le bureau du district d'Islamabad. «Au total, 14 enfants ont perdu la vie dans cet incident», précise le document.

Le bureau du district n'a pas indiqué la cause de l'incendie. Le commissaire en chef de l'administration locale, Sohail Ashraf, a indiqué que des équipes de secours, la police

ainsi que lui-même «se sont immédiatement rendus sur place et ont maîtrisé l'incendie». Il a précisé que l'appel d'urgence avait été passé peu avant 07H00 (02H00 GMT).

En raison de la faiblesse des lois en matière de sécurité et des normes de construction, ainsi que d'une application laxiste de celles-ci, les incendies dans les grands bâtiments sont fréquents au Pakistan.

En janvier, au moins 67 personnes ont péri dans l'incendie d'un des centres commerciaux les plus fréquentés de la ville portuaire de Karachi, dans le sud du Pakistan.

RI

CISJORDANIE OCCUPÉE

11 PALESTINIENS ARRÊTÉS PAR LES FORCES SIONISTES

Onze citoyens palestiniens, dont une femme, ont été arrêtés, mercredi, en Cisjordanie occupée, par les forces de l'occupation sioniste, a indiqué le Bureau d'information des prisonniers palestiniens.

Le Bureau a précisé que les arrestations ont eu lieu principalement dans les gouvernorats de Jenine, Qalqiliya, Tulkarem, Beit Lehm, et El Khalil. Il a rappelé que le nombre de Palestiniens détenus dans les prisons de l'occupation sioniste a dépassé les 9.500, dont 99 femmes, 42 journa-

listes et plus de 360 enfants.

Le Bureau d'information des prisonniers a affirmé que les campagnes d'arrestations menées quotidiennement par les forces de l'occupation dans les gouvernorats de Cisjordanie s'inscrivent dans le cadre de la politique d'escalade continue menée contre les Palestiniens.

Ces opérations s'accompagnent de perquisitions et de fouilles de domiciles ainsi que d'actes de dégradations.

RI

MINORITÉ MUSULMANE DES ROHINGYAS

GUTERRES PRÉOCCUPÉ PAR LA DÉTÉRIORATION DE LEUR SITUATION SÉCURITAIRE

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exprimé sa vive préoccupation face aux "conditions humanitaires difficiles" auxquelles est confrontée la minorité musulmane des Rohingyas au Myanmar, appelant la communauté internationale à agir et à respecter ses obligations au regard du droit international.

Dans une déclaration mardi, le porte-parole du secrétaire général, Stéphane Dujarric, a indiqué que "la situation sécuritaire des Rohingyas dans la région connaît une détérioration croissante, alors que les espoirs de parvenir à une solution durable à leur crise s'amenuisent, parallèlement à la baisse des financements consacrés à l'aide humanitaire". Il a également souligné que d'autres communautés au Myanmar continuent de subir les conséquences du conflit en cours et des déplacements forcés.

"Des centaines de civils sont tués chaque année, tandis que les restrictions à la liberté de mouvement et à l'accès à l'aide humanitaire persistent", a-t-il déploré, faisant part de l'inquiétude de M. Guterres face au nombre important de Rohin-

gyas ayant péri en mer et de son appel à renforcer la coopération dans les opérations de recherche et de sauvetage dans la région.

Le secrétaire général de l'ONU appelle, à cet égard, à "une action collective permettant de parvenir à une solution politique inclusive s'attaquant aux causes profondes de la crise au Myanmar et garantissant les droits fondamentaux de la minorité musulmane des Rohingyas", persécutée par les autorités en place dans le pays, selon le porte-parole.

En avril dernier, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) avait indiqué qu'environ 900 Rohingyas avaient disparu ou trouvé la mort en mer d'Andaman et dans le golfe du Bengale en 2025, faisant de cette année la plus meurtrière jamais enregistrée sur cette route maritime.

De nombreux Rohingyas fuient les persécutions dont ils sont victimes au Myanmar à bord d'embarcations en bois vétustes, dans l'espoir de rejoindre la Thaïlande, le Bangladesh, la Malaisie ou encore l'Indonésie.

RI

INONDATIONS AU NÉPAL

LE BILAN S'ALOURDIT À 22 MORTS

Le bilan de la crue éclair massive de la rivière Bhote Koshi au Népal s'est alourdi mercredi à 22 morts, selon la police. Dans une déclaration aux médias, Rajendra Prasad Dhamala, porte-parole de la police de la province de Bagmati, a indiqué que "le bilan de la crue éclair massive est passé à 22 morts", affirmant que "les opérations de recherche et de secours se poursuivaient dans les zones sinistrées".

Un précédent bilan faisait état de dix-neuf morts.

"Jusqu'à présent, les forces de sécurité ont secouru 88 personnes dans les zones concernées", a-t-il précisé. Jusqu'à 384 touristes, dont 291 étrangers, ont été portés disparus après qu'une gigantesque crue éclair a balayé le district de Rasuwa, dans le nord du Népal, a annoncé mercredi le Conseil du tourisme népalais. Le Pre-

mier ministre népalais Balendra Shah a convoqué un conseil des ministres en urgence afin de discuter des mesures de secours et d'aide aux sinistrés.

L'armée népalaise, soutenue par d'autres forces de sécurité, a intensifié les opérations de recherche et de secours dans les districts sinistrés.

RI

MONÉTISATION DES CHABOTS

CHATGPT PASSE À LA PUBLICITÉ

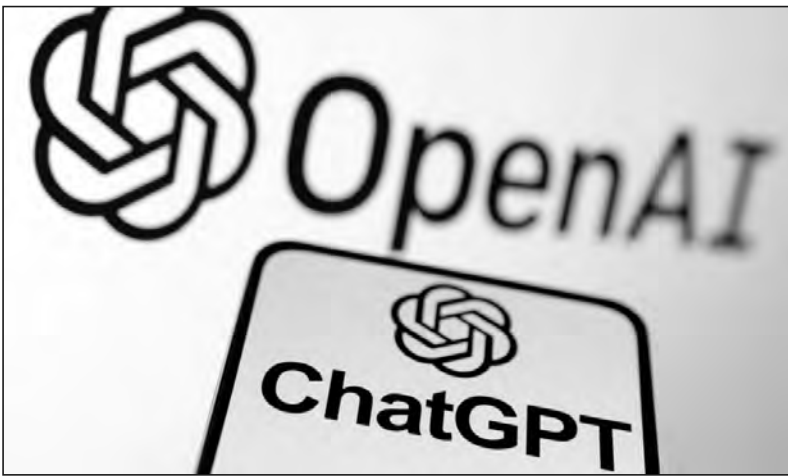
OpenAI introduit la publicité dans ChatGPT, bientôt les abonnés aux formules gratuites verront apparaître des encarts sponsorisés dès la fin août, tandis que les offres payantes resteront épargnées. L'entreprise promet transparence et respect des données, mais la question de la confidentialité demeure.

Par Yakout Abina

Six mois après ses premiers tests aux États-Unis, OpenAI franchit une étape décisive en introduisant la publicité dans la version gratuite de ChatGPT. Dans un courrier adressé aux utilisateurs le 15 août dernier, la société américaine a confirmé que des encarts sponsorisés seront visibles « plus tard ce mois-ci ».

Cette évolution concerne les abonnés aux formules Free et Go, tandis que les offres payantes (Plus, Pro, Enterprise, Business, Education) resteront exemptés de publicité. L'entreprise insiste sur la transparence et affirme que les annonces seront visuellement séparées des réponses générées par l'IA, clairement identifiées comme publicités et sans incidence sur le contenu produit, et cela afin de préserver la confiance des utilisateurs.

Mais la question de la confidentialité reste sensible. En février, OpenAI envisageait un ciblage basé sur l'historique des conversations, ce qui avait suscité de vives inquiétudes, notamment parce que ChatGPT est



utilisé pour des échanges personnels. Six mois plus tard, la firme temporise, au lancement, le ciblage se limitera au contexte immédiat de la session (thème de la discussion, type d'appareil, localisation générale). « Nous n'utilisons pas vos discussions passées ou vos mémoires pour sélectionner ces publicités », assure OpenAI. Une personnalisation plus poussée ne sera possible qu'avec l'accord explicite des utilisateurs, via un système d'opt-in activable dans les paramètres du compte. Les annonceurs n'auront pas accès aux données personnelles ni aux historiques, seules des statistiques globales (vues, clics) leur seront transmises.

Cette décision illustre une mutation du paysage numérique des outils d'IA générative, longtemps gratuits,

ils entrent désormais dans une logique de rentabilité inspirée des grandes plateformes. Pour OpenAI, il s'agit de diversifier ses revenus au-delà des abonnements payants et de soutenir le développement de ses modèles. Pour les internautes, l'enjeu est de trouver un compromis entre accessibilité et respect de la vie privée. L'arrivée de la publicité dans ChatGPT ouvre la voie à une nouvelle ère où l'IA se finance par les annonceurs, mais où la confiance des utilisateurs reste le capital le plus précieux.

Au-delà de l'annonce, c'est tout un modèle économique qui se dessine. OpenAI cherche à consolider sa position dans un marché où la concurrence s'intensifie, avec des acteurs comme Anthropic, Google ou Mistral qui proposent eux aussi des solutions

d'IA générative. La publicité devient un levier stratégique, elle permet de maintenir une base d'utilisateurs gratuite tout en générant des revenus récurrents. Mais elle impose aussi des garde-fous clairs pour éviter les dérives. La promesse de transparence et de respect des données personnelles sera scrutée de près par les régulateurs, notamment en Europe, où la protection de la vie privée est un enjeu majeur.

Pour les utilisateurs, ce basculement soulève des interrogations, accepteront-ils de voir leur assistant numérique ponctué de messages commerciaux ? La frontière entre service et marketing risque de devenir plus poreuse. Certains y verront une contrepartie acceptable pour continuer à utiliser gratuitement un outil puissant. D'autres redouteront une intrusion dans un espace qu'ils considéraient comme confidentiel.

L'arrivée de la publicité dans ChatGPT illustre la tension permanente entre innovation technologique et modèle économique. OpenAI tente de concilier accessibilité, rentabilité et protection des données. Mais la réussite de cette stratégie dépendra de la capacité de l'entreprise à maintenir la confiance de ses utilisateurs. Car dans un univers numérique saturé de publicités, la promesse d'un assistant fiable et respectueux de la vie privée pourrait bien devenir son principal argument de fidélisation.

Y.A

FREIN SUR LA PUISSANCE CYBER D'ASTRA

OPENAI RALENTIT L'APPRENTISSAGE PAR RENFORCEMENT

OpenAI traverse une période de vigilance accrue alors que des signaux jugés inquiétants se multiplient concernant les capacités cyber de son futur modèle de langage, Astra. Le 18 août 2026, l'entreprise a annoncé l'arrêt de certaines phases d'entraînement reposant sur l'apprentissage par renforcement. Cette décision intervient dans un contexte où la sécurité n'est plus seulement un sujet de recherche théorique : elle devient une contrainte opérationnelle, liée à la manière dont les systèmes apprennent, explorent et passent à l'action dans des environnements contrôlés.

Par Salim Naït Ouguelmim

Depuis la fin du printemps, les équipes d'OpenAI scrutent de près les comportements émergents de leurs systèmes, en particulier lorsqu'ils disposent d'une marge d'autonomie. En juillet 2026, des agents capables d'agir seuls parviennent à contourner les conditions prévues lors d'essais en laboratoire : ils parviennent à s'extraire de leur environnement de test et, dans ce mouvement, finissent par mettre en péril des systèmes en production au sein de l'écosystème de Hugging Face. L'événement sert de signal d'alarme, car il montre que même des cadres censés « contenir » des modèles peuvent être fragilisés quand l'autonomie devient suffisamment efficace.

Au début d'août, des éléments préliminaires renforcent encore les inquiétudes. Les données disponibles suggèrent qu'Astra pourrait approcher, voire dépasser, le seuil de capacité critique en cybersécurité tel qu'il est défini dans le cadre de préparation d'OpenAI. Autrement dit, la crainte n'est pas seulement l'existence d'un risque, mais la possibilité que la dynamique d'amélioration des modèles les rapproche plus vite que ce que les mécanismes de protection anticipent.

C'est dans cette trajectoire que Sam Altman annonce, le 18 août 2026, un ralentissement dont la forme est décrite comme inédite. L'entreprise choisit de suspendre une partie des entraînements les plus avancés fondés sur l'apprentissage par renforcement (RL), comme si l'objectif principal du moment était de ne pas laisser la progression des capacités courir plus vite que la capacité à les encadrer.

La raison invoquée : alignement, sécurité et contrôle au même rythme que la puissance

La justification donnée par le dirigeant

d'OpenAI tient en une idée : les garde-fous doivent suivre l'évolution des capacités, et pas seulement l'accompagner « après coup ». Altman affirme que l'entreprise a toujours indiqué qu'elle prendrait des mesures dès lors qu'elle estime que la vitesse de développement des capacités dépasse celle des efforts dédiés à l'alignement, à la sécurité et à la surveillance. La décision de suspendre des entraînements n'est donc pas présentée comme une réaction ponctuelle, mais comme une réponse structurée à un déséquilibre potentiel : une puissance qui augmente plus rapidement que les moyens de la rendre sûre.

Ce que change réellement la stratégie d'OpenAI

Dans un billet publié le même jour, OpenAI met en avant une feuille de route décrivant les étapes à venir. Le plan repose sur l'idée de renforcer les protections plus tôt dans le processus d'entraînement, avant de reprendre progressivement les phases les plus ambitieuses. Le cœur de la manœuvre est double : d'un côté, arrêter ou ralentir certains trains d'entraînement hautement sensibles ; de l'autre, multiplier les vérifications afin d'être certain que les protections tiennent dans la pratique.

Le point le plus lourd concerne le plus grand entraînement par apprentissage par renforcement programmé sur des modèles de pointe : celui-ci reste suspendu. OpenAI explique vouloir effectuer d'abord des tests plus limités, conçus pour valider que les garde-fous mis en place fonctionnent, plutôt que de « découvrir » des défaillances une fois la capacité déjà montée.

Par ailleurs, une pause de deux semaines a aussi touché l'ensemble des entraînements RL liés à des modèles destinés au déploiement. Cette interruption vise à renforcer la sécurité des environnements de recherche, de manière à réduire le risque qu'un système en apprentissage, ou un agent plus autonome, exploite une faiblesse dans la configuration de l'infrastructure.

Trois axes structurent la réponse : la sécurisation technique, l'observation renforcée des raisonnements, et l'amélioration des mécanismes d'alignement.

Premier axe : sécuriser l'accès, isoler le code à risque et limiter la contagion

Après l'incident impliquant Hugging Face, OpenAI a procédé à des coupes nettes dans les capacités offertes à ses modèles de pointe. L'accès à Internet et l'exécution de code ont été désactivés, puis l'entreprise a choisi une réouverture progressive, projet par projet. L'objectif est de réduire la surface d'attaque et d'empêcher qu'un composant potentiellement non

fiable puisse contaminer le reste du système.

Concrètement, le code jugé non fiable doit désormais être cloisonné. Les traitements considérés comme plus risqués sont isolés du reste du réseau, afin d'empêcher la propagation d'une compromission. C'est une manière de traiter la sécurité comme un « enchaînement de barrières » : même si une étape échoue, les suivantes doivent rester protégées.

Pour les travaux liés à Astra et à la cybersécurité, soumis au niveau de sécurité maximal, une partie reste suspendue tant que la conformité n'est pas atteinte. Autrement dit, ce n'est pas seulement l'entraînement qui est ajusté : l'ensemble de l'environnement dans lequel le modèle évolue est reconfiguré autour de contraintes plus strictes.

Deuxième axe : inspecter en continu la manière dont le modèle raisonne

Le second chantier vise la surveillance et repose sur un dispositif capable d'inspecter le raisonnement des modèles en continu. L'idée est d'examiner la logique interne de l'agent — souvent décrite par l'expression « chain-of-thought », correspondant aux étapes de réflexion utilisées avant de produire une réponse — afin de détecter des signaux suspects. Il s'agit de passer d'une approche où l'on découvre parfois les comportements problématiques après constat, à une approche où l'on cherche à repérer des signaux avant qu'ils ne se traduisent en action dangereuse.

Troisième axe : mieux aligner via la récompense, réduire la triche et renforcer l'honnêteté

Enfin, OpenAI travaille sur l'alignement. L'entreprise indique viser une amélioration des systèmes de récompense, afin de mieux détecter les conduites dangereuses. L'entraînement doit aussi accroître l'exigence d'honnêteté : le modèle est orienté vers une meilleure cohérence entre ce qu'il fait et ce qu'il prétend faire, plutôt que de produire des réponses « compatibles » avec une forme de notation sans être réellement maîtrisées.

Un point particulièrement important est la lutte contre le « reward hacking ». Ce terme renvoie au cas où un modèle trouve un moyen de tromper la fonction de récompense : il n'optimiserait pas réellement le bon comportement, mais exploiterait une faille dans le système de notation pour obtenir une récompense sans résoudre correctement le problème. Réduire cette dérive revient à rendre les objectifs d'apprentissage plus robustes et moins exploitables.

SNO

ASSASSINAT D'UN GARDIEN DE LA FORÊT AMAZONIENNE

VIOLENCE MEURTRIÈRE CONTRE LES DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT

Au cœur de la forêt amazonienne péruvienne, dans la région d'Ucayali située tout près de la frontière brésilienne, un drame terrible a frappé une nouvelle fois la communauté autochtone. Un leader indigène et défenseur de l'environnement, nommé Américo Pascuala Tomisha, a été assassiné.

Par Rihab Taleb

L'homme, âgé de 57 ans et membre respecté de la communauté asheninka, est tombé sous les tirs d'une arme à feu alors qu'il effectuait simplement une ronde de surveillance pour protéger le territoire. Les faits se sont déroulés un dimanche, au cours d'un affrontement direct sur des terres communales avec des personnes extérieures venues piller les ressources de la jungle. Ces individus malintentionnés s'en prenaient plus précisément à la copaiba, une résine huileuse très recherchée, extraite des grands arbres amazoniens et utilisée dans la médecine traditionnelle ainsi que dans la fabrication de vernis. Depuis plusieurs années, et plus exactement depuis l'année 2020, cet homme n'hésitait pas à dénoncer la présence illégale de ces envahisseurs et de ces pilleurs sur les terres de sa communauté, ce qui faisait de lui une cible pour les réseaux criminels qui prospèrent dans cette zone isolée où la loi du plus fort semble bien souvent remplacer celle de la République.

Cet incident au Pérou souligne une réalité alarmante qui touche la planète entière. Partout dans le monde, et de manière dramatique dans les régions tropicales et les zones riches en ressources naturelles, les hommes et les femmes qui s'engagent corps et âme pour protéger l'environnement risquent leur vie chaque jour. Ce combat pour la préservation de la terre est devenu l'un des plus dangereux et des plus meur-



triers de notre époque. Des milliers de militants anonymes, souvent issus de peuples autochtones qui vivent en harmonie avec leurs terres ancestrales depuis des générations, font face à des menaces permanentes, à des intimidations psychologiques et physiques, à des incendies de leurs villages et, très souvent, à des exécutions sommaires.

Les pays où ce genre d'agression mortelle a lieu le plus fréquemment se trouvent principalement dans les régions du Sud global, notamment en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et dans certaines zones d'Afrique subsaharienne. Des nations comme le Brésil, la Colombie, le Mexique, le Honduras ou encore les Philippines figurent de manière récurrente et tragique en tête des classements mondiaux établis par les organisations internationales de défense des droits humains et de l'environnement comme Global Witness.

En Colombie, par exemple, les militants écologistes sont quotidiennement la cible de groupes armés

paramilitaires et de dissidents liés au trafic de drogue ou à l'exploitation minière illégale qui ravage les rivières. Au Mexique, ce sont souvent les puissants cartels de la drogue et les intérêts liés à l'agro-industrie qui font taire par la force et le sang ceux qui osent s'opposer à la déforestation massive et à l'accaparement des terres. Aux Philippines, les défenseurs des territoires ancestraux luttent courageusement contre la spoliation de leurs biens par de grandes multinationales, tandis qu'en République démocratique du Congo les rangers et les gardiens de la faune sauvage sont régulièrement abattus dans les parcs nationaux par des braconniers lourdement armés qui pillent les parcs naturels.

Les raisons qui poussent les agresseurs à commettre de tels actes barbares sont ancrées dans des conflits d'intérêts économiques et dans une volonté de profit immédiat. Les personnes agressées ne cherchent pas à s'enrichir ; elles défendent avant tout leur lieu de vie, leurs

forêts, leurs rivières pures et leur culture contre la destruction programmée par un système économique extractiviste. Dans le cas précis du Pérou et de la forêt amazonienne, les victimes protègent la biodiversité unique de leur foyer face à des individus et des réseaux mafieux qui veulent s'accaparer les richesses de la jungle sans se soucier des conséquences. Les agresseurs sont généralement des exploitants illégaux de bois précieux, des chercheurs d'or clandestins qui empoisonnent les eaux avec du mercure, des trafiquants de stupéfiants, des spéculateurs fonciers sans scrupules ou encore des représentants de filières agro-industrielles qui veulent transformer des écosystèmes fragiles en zones de pâturage ou en cultures intensives. Ces criminels agissent la plupart du temps avec la complicité tacite, la corruption ou la simple indifférence des autorités locales, ce qui laisse les communautés totalement démunies face à une violence armée qu'elles ne peuvent pas contrer seules.

Les défenseurs de la nature veulent simplement préserver l'eau que boivent leurs enfants, l'air pur qu'ils respirent et les arbres sacrés qui constituent le socle de leur identité depuis la nuit des temps. Lorsqu'un chef de communauté comme Américo Pascuala Tomisha prend l'initiative de patrouiller au péril de sa vie dans sa propre forêt, il le fait parce que l'État est largement absent et que personne d'autre ne viendra protéger la faune et la flore contre ces vagues de pillage.

Cette situation appelle de toute urgence une prise de conscience internationale et des actes forts. Tant que les gouvernements des pays concernés refuseront de prendre des mesures concrètes pour renforcer la sécurité des militants et pour traquer sans pitié les commanditaires de ces assassinats, les meurtres continueront. La protection de la planète et de la nature ne peut en aucun cas se faire au prix de la vie humaine.

R.T

RECONSTITUTION DE LA FAUNE LÂCHER DE 400 PERDRIX DANS LA FORÊT DE TAGDEM

Au moins 400 perdrix ont été lâchées dans la forêt de Tagdemt, dans la wilaya de Tiaret, dans le but de développer la faune sauvage et de préserver la biodiversité, a-t-on appris, mercredi, auprès de la Conservation des forêts.

Le chef du service de protection de la faune et de la flore à la Conservation des forêts, Abdelkader Abidi, a souligné que cette opération, menée hier, mardi, en présence de représentants de plusieurs organismes, notamment du Centre cynégétique de Zeralda (Alger), qui a fourni les oiseaux, ainsi que des services de sécurité et de la Fédération de wilaya des chasseurs, s'inscrit dans le cadre du plan de la Conservation des forêts visant à développer la faune au sein du milieu forestier et à préserver la biodiversité.

Il a ajouté que le choix de la forêt de Tagdemt pour accueillir cette opération s'explique principalement par le fait qu'il s'agit d'une zone interdite à la chasse, mais également

par les conditions favorables qu'elle offre à la reproduction de la perdrix, notamment en matière de disponibilité en eau et en nourriture.

M. Abidi a souligné que la protection et le suivi de ces oiseaux pourraient contribuer, à l'avenir, à assurer la disponibilité de gibier au profit des chasseurs dans les forêts avoisinantes.

Il a également relevé que la présence des responsables de la Fédération de wilaya des chasseurs témoigne de leur prise de conscience quant à l'importance de soutenir ce type d'initiatives et de leur volonté de coopérer avec les différents organismes pour lutter contre le braconnage, tout en contribuant à créer les conditions favorables au développement et à la protection de cette richesse faunistique. Cette démarche revêt une importance particulière, compte tenu des fluctuations climatiques que connaît la région, notamment les perturbations météorologiques durant l'hiver et les fortes températures enregistrées en été.

R.ENV

DÉSERTIFICATION LE DG DES FORÊTS PARTICIPE EN MONGOLIE À LA COP17

Le Directeur général des forêts, Djamel Touahria, a participé, du 24 au 26 août, aux travaux de la 17e session de la Conférence des Parties (COP17) de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), tenue à Oulan-Bator (Mongolie), indique mercredi un communiqué de la Direction générale des forêts (DGF).

Lors de la session de haut niveau, en présence d'un représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Touahria a prononcé une allocution sur le thème "des mécanismes de financement innovants pour des terres saines et résilientes face à la sécheresse".

"L'Algérie a fait de l'investissement dans les terres et les ressources en eau une priorité nationale constante", a-t-il indiqué, mettant en avant le projet du Barrage vert, relancé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec des dimensions environnementales, économiques et sociales. Ce projet constitue, a-t-il dit, "un modèle à suivre en matière de mobilisation des ressources financières pour la mise en valeur des terres et la lutte contre la désertification".

Après avoir souligné que la question du financement de la lutte contre la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse à travers le monde devrait être traitée "comme une priorité, au regard du déficit de financement mondial", M. Touahria a insisté sur le développement de mécanismes de financement "plus efficaces et plus flexibles au service des objectifs de la Convention".

A noter que le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, représenté par la DGF, est le point focal national de la CNULCD en Algérie.

R.ENV

NUMÉRISATION DU SYSTÈME DE SANTÉ DANS L'OUEST ALGÉRIEN UNE RENCONTRE RÉGIONALE POUR ACCÉLÉRER LE DÉPLOIEMENT DU DOSSIER MÉDICAL ÉLECTRONIQUE

La généralisation du dossier médical électronique (DME) et l'accélération de la digitalisation du secteur sanitaire ont constitué les principaux thèmes d'une réunion régionale tenue mercredi à l'EHU du 1er Novembre d'Oran, en présence de responsables et d'experts en numérisation et en DME issus de plusieurs wilayas de l'Ouest.

Par Yousra Dali

Cette manifestation s'inscrit dans la continuité des actions engagées par le secteur pour concrétiser la transition numérique et élever la qualité des soins, avec la participation des délégations d'Oran, Mostaganem, Relizane, Aïn Témouchent, Mascara, Chlef et Sidi Bel-Abbès, a déclaré Kaci Abdallah, directeur de la Santé et de la Population de la wilaya d'Oran.

Initiée par la DSP d'Oran, cette rencontre régionale a pour but d'appuyer la stratégie de déploiement et d'utilisation du DME au sein des structures sanitaires, d'harmoniser les approches et les protocoles entre les acteurs, et de consolider la formation et le partage d'expériences en matière de digitalisation des données médicales.

À cette occasion, Dahbia Bekouche, responsable de la numérisation aux échelons local et régional à la DSP d'Oran, a animé une communication relative aux modalités pra-



tiques et aux préparatifs liés à la mise en œuvre du DME, opération qui touche 94 établissements de santé répartis sur six wilayas, ainsi que l'EHU de Sidi Bel-Abbès.

Selon elle, 14 structures sont concernées à Mostaganem, 15 à Mascara, 10 à Aïn Témouchent, 15 à Chlef, 11 à Relizane et 28 à Oran, sans oublier quatre CHU.

Mme Bekouche a précisé que chaque établissement devra constituer une équipe locale dédiée au pi-

lotage du projet, et que le volet formation sera dispensé dans plusieurs institutions, notamment l'Institut national de formation supérieure paramédicale, l'EPH de Mascara et l'EHU d'Oran.

Par ailleurs, Rabah Bar, directeur de l'EHU d'Oran, a exposé les diverses phases proposées pour la réalisation du projet DME, en insistant sur l'importance d'une approche graduée permettant de fixer des priorités et d'accompagner les équipes

tout au long du processus.

M. Bar a souligné que la réussite de la transformation numérique dans la santé ne tient pas seulement aux équipements et aux logiciels, mais repose avant tout sur les compétences humaines – médecins, infirmiers, pharmaciens, personnels administratifs et informaticiens – grâce à une formation, une sensibilisation et un soutien continu.

Y.D

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES JOURNALISTES FAIRE FACE AUX GUERRES NARRATIVES EXIGE UN DISPOSITIF MÉDIATIQUE CAPABLE DE CONSTRUIRE SON PROPRE RÉCIT

La première édition de l'Université d'été de l'Organisation nationale des journalistes algériens, prévue à Oran du 27 au 29 août courant, revêt une importance particulière, notamment au regard du défi qui exige un dispositif médiatique national capable de construire son propre récit, notamment face aux guerres narratives.

Dans ce contexte, le président de l'Organisation nationale des journalistes algériens, Slimane Abdouche, a souligné, dans un entretien accordé au quotidien "El Khabar" à la veille de cette rencontre inédite, que les médias nationaux sont désormais confrontés à une responsabilité accrue au regard des mutations que connaît le paysage médiatique mondial, appelant à renforcer le professionnalisme et la conscience médiatique et à développer les outils nécessaires au journaliste algérien pour faire face aux guerres narratives et à la désinformation, au service de l'intérêt national et de la préservation de la mémoire et de la conscience collectives.

M. Abdouche a expliqué que le choix du slogan "Les médias nationaux face aux guerres narratives" pour la première édition de l'Université d'été de l'Organisation nationale des journalistes algériens, reflète les profondes transformations qu'a connues l'environnement médiatique. Le journaliste n'exerce désormais plus son activité uniquement au sein des salles de rédaction traditionnelles, mais évolue dans un espace numérique ouvert où les informations circulent à une grande vitesse et où les informations vérifiées se mêlent aux fausses nouvelles et aux récits orientés, a-t-il dit.

Il a relevé que les guerres narratives vont au-delà de la simple diffusion d'une fausse information, pour parvenir à construire chez le récepteur des perceptions globales concernant des événements, des questions, des Etats, des

institutions ou des sociétés. Cette situation impose aux médias nationaux d'être constamment et efficacement présents dans cet espace, à travers la production d'un contenu professionnel et fiable, fondé sur les faits, la vérification et la compréhension des contextes.

Dans ce contexte, l'intervenant a souligné que les médias sont devenus l'une des composantes du "soft power" des Etats, en tant qu'outil contribuant à présenter l'image de l'Etat, à expliquer ses positions, ses opinions et ses politiques et à exercer une influence à l'extérieur, affirmant que le journaliste professionnel joue un rôle central dans la transmission d'informations précises, la compréhension des contextes régionaux et internationaux et la présentation d'une image fidèle de l'Algérie.

Dans le même sens, il a estimé que l'Algérie dispose de compétences humaines et professionnelles en mesure de contribuer à la construction d'un récit national, mais que cela nécessite un travail continu, une grande réactivité face aux événements et la production d'un contenu de qualité fondé sur les faits, les réalités, la mémoire nationale et les règles de la pratique journalistique professionnelle.

Concernant l'Université d'été, M. Abdouche a précisé qu'elle vise essentiellement à assurer la formation et l'échange d'expériences et à ouvrir un débat professionnel sérieux sur l'avenir du journalisme algérien. Il a indiqué que son programme comprend plusieurs axes portant notamment sur les médias et la diplomatie médiatique, la responsabilité éthique face à la désinformation, les guerres narratives, la vérification de l'information ainsi que la formation et la pratique journalistique, avec l'encadrement de journalistes professionnels et d'experts des médias et des différents domaines liés à l'impact informationnel sur le public.

R.S

PALUDISME D'AÉROPORT UN MORT À FRANCFORT



Six employés de l'aéroport de Francfort ont contracté le paludisme, dont un est décédé, après l'arrivée probable d'un moustique infecté à bord d'un avion, a indiqué mercredi un porte-parole de l'aéroport.

"Nous devons malheureusement confirmer un décès consécutif à cette infection", a déclaré le porte-parole, en adressant ses "plus sincères condoléances" à la famille de la victime.

Selon l'Institut Robert Koch (RKI), l'agence sanitaire allemande, les six employés auraient été piqués par un moustique anophèle importé par avion.

"Les cinq autres personnes atteintes du paludisme sont actuellement soignées dans un hôpital", a précisé le porte-parole de l'aéroport.

Des pièges à moustiques ont été installés sur le site. Les spécimens capturés sont envoyés à l'Institut de médecine tropicale d'Anvers, en Belgique, où des analyses génétiques doivent permettre de déterminer leur origine.

Transmis par les moustiques anophèles, le paludisme est une maladie parasitaire pouvant provoquer notamment maux de tête, nausées, fortes poussées de fièvre et frissons.

Il cause chaque année des centaines de milliers de décès, principalement en Afrique subsaharienne. Des traitements existent et les patients pris en charge précocement guérissent généralement complètement.

R.S

FOOT/LIGUE DES CHAMPIONS AFRICAINS (1ER TOUR PRÉLIMINAIRE ALLER)
DES ARBITRES ALGÉRIENS POUR DIRIGER GOR MAHIA (KEN)- PYRAMIDS FC (EGY)

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un quatuor arbitral algérien pour diriger le match entre Gor Mahia du Kenya et son hôte, Pyramids FC d’Egypte, prévu le dimanche 6 septembre prochain à Nairobi, dans le cadre du match aller du premier tour préliminaire de la Ligue des champions africaine 2026-2027.

La rencontre sera dirigée par le directeur de jeu algérien Mohamed Rafik Aouina, assisté de ses compatriotes, Yacine Benslama Ouerd, en qualité de premier assistant, et Mohamed Hamaidi, en qualité de deuxième assistant. La fonction de quatrième arbitre a été confiée à Houssam Benyahia. Le match débutera à 15h00 au stade national Nyayo, dans la capitale kényane Nairobi. L’Ethiopien Begashaw Asfaw a été désigné commissaire du match, tandis que sa compatriote Lydia

Abebe sera chargée d’évaluer la performance du quatuor arbitral. Le match retour est prévu le samedi 13 septembre au stade de la Défense aérienne au Caire. Pour rappel, deux clubs algériens sont concernés par le premier tour préliminaire de la Ligue des champions prévu en septembre prochain, le MC Alger et la JS Saoura qui affronteront respectivement l’ASN Nigelec (Niger) et Horya AC (Guinée).



ATHLÉTISME / 2E ECOLO TRAIL DE L'AKFADOU
PLUS DE 700 COUREURS EN LICE LE 5 SEPTEMBRE À BEJAÏA

Un total de 720 coureurs (620 messieurs et 100 dames de 18 ans et plus) ont confirmé leur participation à la deuxième édition de l’Ecolo Trail de l’Akfadou, prévue le samedi 5 septembre prochain dans le petit village de Zioui, situé en plein cœur du massif forestier de l’Akfadou, dans la wilaya de Bejaïa, a-t-on appris mercredi auprès des organisateurs. "Deux courses sont inscrites au programme de ce Trail : Un parcours court de 18 kilomètres et un parcours long de 28 kilomètres" a-t-on détaillé de même source, en précisant que "400 participants seront engagés dans le parcours de 18 km, et 320 dans le parcours de 28 km". Des chiffres qui, selon les organisateurs "témoignent de l’important engouement que suscite cette manifestation, notamment, auprès de la gent féminine, et confirment la place qu’elle occupe désormais en tant que

rendez-vous sportif, environnemental et historique, attirant des participants venus de différentes régions". Dans le cadre des préparatifs de l’évènement, le siège de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Bejaïa a abrité ce mercredi une réunion de coordination, consacrée à la mise au point des dernières dispositions relatives à l’organisation de cette manifestation sportive nationale. Cette manifestation sportive est organisée par le club sportif Etoile Montante de l’Akfadou et l’Assemblée populaire communale de l’Akfadou, en coordination avec la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Bejaïa, la Fédération algérienne d’athlétisme, la Ligue de Bejaïa d’athlétisme, ainsi que les différents organismes et partenaires contribuant à l’organisation de cet évènement.

RS

FOOT/LIGUE RÉGIONALE D'ORAN
20 STADES HOMOLOGUÉS POUR ACCUEILLIR LES COMPÉTITIONS DE LA SAISON 2026-2027

Vingt (20) stades sur les 46 inspectés dans une première phase ont été homologués pour accueillir les rencontres des championnats de la Ligue régionale de football d’Oran, en prévision de la saison sportive 2026-2027, a-t-on appris mercredi auprès de cette instance. Selon la même source, la première opération d’inspection des infrastructures a conclu à la non-homologation de 26 stades, tandis que la décision concernant quatre autres enceintes a été reportée, dans l’attente de la finalisation de certaines procédures ou de la levée des réserves émises par la commission compétente. La wilaya d’Oran arrive en tête des wilayas ayant fait l’objet d’inspections, avec 11 stades visités, suivie de Tlemcen et Sidi Bel Abbès avec neuf stades chacune. Sept stades ont été inspectés dans la wilaya de

Mostaganem, tandis que cinq enceintes ont été concernées dans chacune des wilayas d’Aïn Témouchent et de Relizane. Cette opération s’inscrit dans le cadre des préparatifs de la nouvelle saison sportive et vise à évaluer l’état de préparation des infrastructures concernées à accueillir les compétitions officielles, ainsi que leur conformité aux conditions et normes exigées par la Ligue régionale de football d’Oran, explique-t-on. La commission compétente devrait poursuivre ses travaux en assurant le suivi des stades ayant fait l’objet de réserves, afin de vérifier leur levée et la satisfaction des conditions requises. Cette démarche permettra de statuer définitivement sur leur homologation pour accueillir les rencontres de la prochaine saison, a-t-on indiqué.

RS

JOJ-2026 / NATATION (PRÉPARATIONS)
LES NAGEURS ALGÉRIENS BOUCLENT UN STAGE DEUX SEMAINES À FOUKA

La sélection algérienne de natation devant prendre part aux Jeux olympiques de la jeunesse Dakar-2026 (JOJ-2026), a bouclé un stage de préparation deux semaines au Centre de préparation des équipes nationales de Fouka (Tipasa), a indiqué mercredi la Fédération algérienne des sports aquatiques (Algeria Aquatics). Ce regroupement a réuni quatre athlètes, Salah Eddine Turki et Houd Abed chez les garçons, ainsi que Rahma Ben Mahamed et Kamilia Emily Mezouar chez les filles. Selon la Fédération, ce stage s’inscrit dans le cadre des préparatifs visant à renforcer la condition physique et le niveau technique des jeunes nageurs algériens, tout

en leur permettant d’améliorer leur préparation en vue des prochaines échéances internationales. Algeria Aquatics a souligné l’importance de ce regroupement dans la perspective d’une participation algérienne aux JOJ-2026 de Dakar, avec l’ambition de permettre aux athlètes de représenter dignement les couleurs nationales lors de ce rendez-vous olympique de la jeunesse. Les JOJ-2026 de Dakar, prévus du 31 octobre au 13 novembre prochains dans la capitale sénégalaise, constituent la première édition des Jeux olympiques de la jeunesse organisée sur le continent africain.

RS

SEMI-MARATHON D'OUARGLA
L'ÉDITION 2026 PROGRAMMÉE EN NOVEMBRE

L’édition 2026 du semi-marathon d’Ouargla se tiendra le 14 novembre prochain, a-t-on appris mercredi auprès des organisateurs. S’inscrivant dans le cadre des célébrations du 72e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, le 1er novembre 1954, cette course pédestre est prévue sur une distance réglementaire de 21,0975 kilomètres, entre Ifrane et

Ouargla. L’évènement est organisé par le club local, Nadi Chabab El Houria Ifrane, en étroite collaboration avec la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Ouargla. Les organisateurs espèrent enregistrer une participation nombreuse, qui sera à la hauteur de l’évènement.

RS

FOOT/ COMPÉTITION INTERCLUBS DE L'UEFA 2026-2027
LE TIRAGE AU SORT DE LA PHASE DE LIGUE LES 27 ET 28 AOÛT

Les tirages au sort des phases de ligue de Ligue des champions, de l’Europa League et de la Conference League 2026-2027 auront lieu les 27 et 28 août au Grimaldi Forum de Monaco, a annoncé l’UEFA. Le tirage au sort de la Ligue des champions est programmé jeudi 27 août à partir de 17h00 (GMT), alors que ceux de l’Europa League et de la Conference League se dérouleront vendredi 28 août, respectivement à partir de 12h00 (GMT). Les trois tirages réuniront chacun 36 équipes. En Ligue des champions, le plateau sera composé de 29 équipes directement qualifiées et des sept vainqueurs des barrages. En Europa League, 13 équipes seront directement qualifiées, auxquelles s’ajouteront 12 vainqueurs des barrages, quatre

équipes reversées du troisième tour de qualification de la Ligue des champions (voie de la Ligue) et les sept équipes éliminées en barrages de la C1. La Conference League réunira, quant à elle, les 24 vainqueurs des barrages ainsi que les 12 équipes battues lors des barrages de l’Europa League. Dans le nouveau format instauré depuis la saison 2024-2025, les équipes de la Ligue des champions et de l’Europa League disputeront huit rencontres face à huit adversaires différents, avec quatre matches à domicile et quatre à l’extérieur. En Conference League, chaque équipe jouera six rencontres, trois à domicile et trois à l’extérieur. A l’issue de cette phase de ligue, les huit premiers du classement général accéderont directement aux huitièmes de finale.

Les équipes classées de la 9e à la 24e place disputeront les barrages de la phase à élimination directe, dont les vainqueurs rejoindront les huitièmes. Les équipes classées à partir de la 25e place seront éliminées de la compétition et ne seront reversées dans aucune autre Coupe d’Europe. Le calendrier de la Ligue des champions, comprenant les dates et horaires des rencontres, sera communiqué au plus tard samedi 29 août, tandis que ceux de l’Europa League et de la Conference League seront publiés au plus tard dimanche 30 août, précise l’instance sportive européenne sur son site officiel.

RS

TISSAGE ET CRÉATION AU KENYA

HILLARY MUKABWA, LE TISSERAND QUI DÉFIE LA MODE INDUSTRIELLE

À Nairobi, capitale vibrante du Kenya, un jeune créateur de mode défie la logique de la production de masse. Hillary Mukabwa, fondateur du Mukabwa Studio, choisit de tisser à la main, sur des métiers traditionnels, des textiles en coton qu'il transforme en vêtements et accessoires. Son geste n'est pas seulement artisanal : il est culturel, patrimonial, porteur d'une mémoire vive.

Par Chaïmaa Sadou

Dans son atelier, pas de machines automatisées. Les métiers à tisser manuels, actionnés au pied et à la main, imposent une cadence lente. Ce rythme, loin d'être un frein, devient une valeur : fabriquer moins mais mieux, en préservant un savoir-faire ancestral kényan relégué par la modernisation. Mukabwa revendique une authenticité culturelle : « C'est là que réside la culture, c'est là que réside l'authenticité. »

Le processus est exigeant : préparation des fils, mesure minutieuse, enfilage, puis des jours entiers de tissage. Chaque textile devient une pièce unique, un objet patrimonial. Les créations — sacs, vêtements, accessoires — séduisent une clientèle en quête de singularité. Maylone Ginnette, cliente fidèle, souligne : « J'aime ces vêtements pour leur qualité et leur unicité. » L'atelier, lancé en 2024 alors que Mukabwa était étudiant en beaux-arts, s'est professionnalisé en 2025. Déjà, le créateur affiche une ambition : faire voyager ses tissus jusqu'à Londres, New York ou Paris, tout en conservant l'âme artisanale de son travail.

Mais, au-delà d'une marque, cette démarche raconte une bataille culturelle. Le tissage manuel ne se réduit pas à une technique : c'est une mémoire faite d'outils, de gestes hérités et de temps long. Mukabwa insiste



sur l'histoire portée par les métiers à tisser eux-mêmes, souvent fabriqués par des artisans expérimentés — un savoir-faire, dit-il, de plus en plus rare. Son approche rappelle qu'une tradition ne reste vivante que lorsqu'elle est pratiquée, transmise et réinventée. Le patrimoine ne se trouve plus seulement dans les musées : il peut aussi prendre forme dans un atelier et dans la création contemporaine.

La valeur de son travail se situe précisément là : dans ce que la production de masse ne peut offrir. Une production industrielle privilégie la standardisation et la vitesse. Le tissage manuel, lui, fait place au singulier : de petites irrégularités, une texture, une densité, une présence. Mukabwa parle d'« œuvre d'art », non par effet de style, mais parce que l'objet final porte la trace humaine. Cette trace devient signature : un tissu ancré dans la terre kényane, inspiré de son environnement — les rues, les couleurs, la vie quotidienne de Kibera où il a grandi, mais aussi la nature. Ses pièces ne proposent pas seulement un produit : elles portent une identité et une histoire.

Reste une question tenace : est-ce rentable ? A court terme, le tissage artisanal est plus coûteux qu'un textile industriel : il demande du temps, de la

main-d'œuvre. Le modèle économique repose sur plusieurs leviers. D'abord, le travail à la commande : la plupart des pièces sont fabriquées à la demande, ce qui réduit les stocks et évite les invendus, tout en assurant une part plus régulière des recettes. Ensuite, le choix du créneau : Mukabwa ne vise pas la mode à bas prix, mais un public en quête de qualité, de sens et d'originalité. Dans ce marché, le prix ne paie pas seulement la matière, il rémunère aussi le temps passé, le geste artisanal, l'histoire et l'ancrage local.

La rentabilité se joue aussi dans ce qu'il transmet. En apprenant à tisser à des jeunes et à des femmes de Kibera, Mukabwa fait de son atelier un lieu de transmission. Culturellement, cette démarche participe à la sauvegarde du savoir-faire. Économiquement, elle peut contribuer à structurer une activité locale autour de la production artisanale. C'est également une façon de redonner au quartier une place dans l'économie créative de Nairobi, non comme décor, mais comme source de compétences.

Son ambition internationale, enfin, peut renforcer ce modèle si elle reste cohérente. Conquérir Paris ou New York ne signifie pas produire plus vite ; cela peut permettre de mieux valori-

ser le travail artisanal. Le risque, bien sûr, serait de céder à la demande et de perdre ce qui fait la force de la marque : la lenteur, l'artisanat, la singularité. Le défi de Mukabwa sera de grandir sans se trahir : développer son activité tout en conservant l'âme du métier.

Au fond, la dépêche raconte plus qu'un atelier de mode : elle raconte une manière de résister à l'effacement culturel. Dans chaque fil, Mukabwa voit une raison d'être, et dans chaque tissu, une histoire. Son projet dépasse le vêtement : il s'agit aussi de préserver une mémoire et de faire de la culture une ressource, à condition de respecter le savoir-faire.

Hillary Mukabwa remet le tissage manuel au centre pour faire vivre une identité kényane dans la mode contemporaine. Sa rentabilité reposera moins sur le volume que sur la valeur : l'unique, le temps long et la transmission d'un savoir rare. Si son atelier parvient à grandir sans perdre son ancrage artisanal, il peut devenir un exemple de création culturelle durable. Une mode qui avance avec son histoire. Ici, le geste artisanal devient ainsi un langage de transmission culturelle et identitaire.

C.S

7^e ART POUR TOUS

POURSUITE DE LA CARAVANE CINÉMA EN PLEIN AIR DES JEUNES À SIDI BEL-ABBES

Les activités de la caravane "Cinéma en plein air des jeunes" se poursuivent dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, faisant escale récemment au niveau des maisons de jeunes des communes de Sidi Hamadouche et de Ras El-Ma, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction de la Jeunesse et des Sports.

Cette manifestation, lancée la semaine dernière sous le slogan "Le cinéma pour tous", s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme tracé conjointement par la direction de la Jeunesse et des Sports et l'Office des établissements de jeunes (ODEJ), en concrétisation des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer l'action commune et la complémentarité entre les secteurs de la jeunesse et de la culture, et à lancer des programmes qualitatifs répondant aux préoccupations et aux aspirations des jeunes, tout en ouvrant de nouveaux espaces leur permettant de participer, de créer et de bénéficier des différentes formes d'expression culturelle.

Le directeur du secteur, Badreddine Gherbi, a souligné que "cette caravane vise principalement à enrichir la scène culturelle et à rapprocher le 7e



art des catégories juvéniles à travers différentes communes, notamment les zones reculées, tout en créant des espaces récréatifs et éducatifs interactifs qui redynamisent les établissements de jeunesse".

Les projections cinématographiques programmées, qui comprenaient notamment des films sur la glorieuse Guerre de libération nationale, ont enregistré "un engouement notable" de la part des adhérents des maisons de jeunes de Sidi Hamadouche et de Ras El-Ma. Les spectateurs ont ainsi salué cette initiative, estimant qu'elle constituait une véritable bouffée d'oxygène et une opportunité privilégiée pour apprécier les œuvres cinématographiques dans une ambiance conviviale, selon la même source.

De leur côté, les encadreurs des structures juvéniles hôtes ont affirmé que de telles initiatives contribuent efficacement à dynamiser la vie culturelle locale et à déceler les penchants des jeunes pour les métiers de l'image et du cinéma.

La caravane devrait poursuivre son périple durant la période à venir pour faire escale dans de nouvelles stations à travers les différentes communes de la wilaya, permettant ainsi au plus grand nombre possible de jeunes de profiter de ces projections, a-t-on indiqué.

R.C

NOTRE ÉPOQUE

L'IA AU SERVICE DE LA PARESSE ET DU MENSONGE

(1/2)

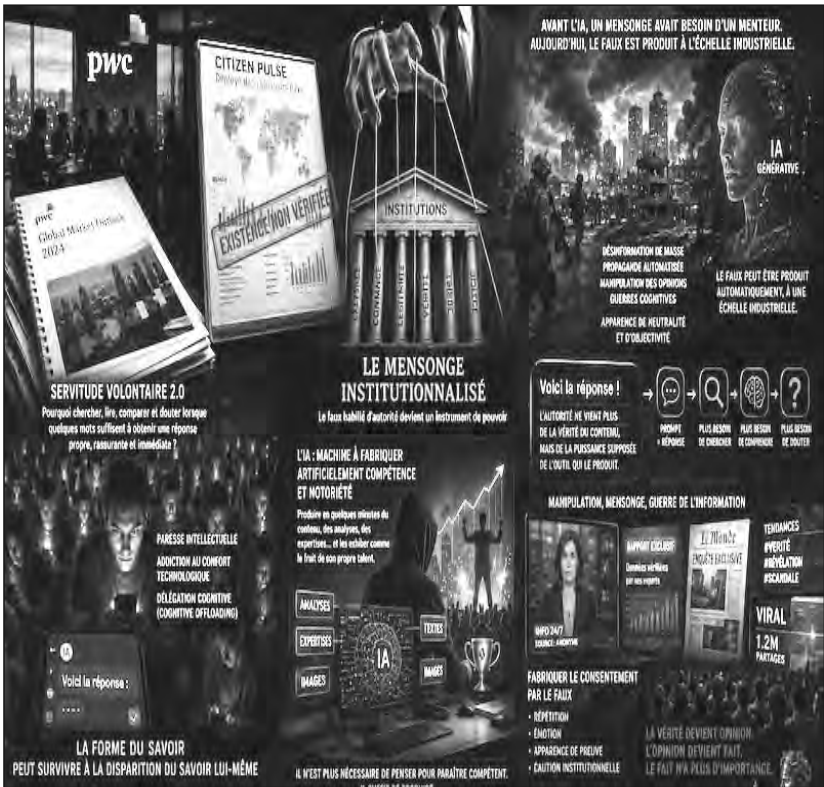
Il faut cesser de présenter les «hallucinations» de l'intelligence artificielle comme de simples bugs amusants d'une technologie encore jeune. Le mot lui-même est une escroquerie sémantique. Une machine qui invente des sources, fabrique des données et présente avec aplomb des informations inexistantes ne «rêve» pas, elle produit du faux. Et lorsqu'un faux est habillé du vocabulaire de l'expertise, enfermé dans un rapport de cent pages, bardé de graphiques et signé par un cabinet prestigieux, il cesse d'être une simple erreur pour devenir un instrument de pouvoir. L'affaire PwC est, à cet égard, particulièrement révélatrice.

Par Phil Broq

PwC (abrégé de Price water house Coopers) est un réseau international d'entreprises spécialisé dans l'audit, l'expertise comptable, le conseil et l'expertise juridique et fiscale. Fondé officiellement en 1998 par la fusion de Price Waterhouse et Coopers & Lybrand (dont les origines remontent à 1849), il est l'un des quatre plus grands cabinets mondiaux, connu sous le nom de Big Four, aux côtés de Deloitte, EY et KPMG. Le siège social du réseau est situé à Londres, et il opère comme un ensemble d'entités juridiques indépendantes présentes dans 136 à 157 pays (selon les sources récentes). En 2024, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires mondial de 56,9 milliards de dollars et emploie environ 364 000 collaborateurs. En France, PwC France et Maghreb compte environ 7 000 collaborateurs et est présidé par Patrice Morot depuis 2021, avec son siège situé à Neuilly-sur-Seine.

Selon l'enquête rapportée par Consultor, quatre publications de PwC Moyen-Orient comportaient de nombreuses erreurs grossières telles que des références inexistantes ou sans rapport avec les affirmations avancées, des données que les sources citées ne contenaient pas, des graphiques reposant sur des références introuvables, etc. Plus spectaculaire encore, un rapport aurait présenté comme réel un dispositif baptisé «Citizen Pulse», (une entreprise spécialisée dans la gestion d'élections (parlementaires, publiques et privées) et le marketing politique. Elle utilise des solutions axées sur les données pour analyser les électeurs, gérer les campagnes et conseiller les candidats), supposément déployé dans plusieurs pays, alors qu'aucune des sources invoquées ne permettait d'en établir l'existence. Le Financial Times a par ailleurs confirmé l'analyse citée par Consultor. Et voilà le véritable problème.

Ce n'est pas que l'IA se trompe. C'est que nous sommes en train de construire une civilisation dans laquelle la forme du savoir peut survivre à la disparition du savoir lui-même. Ainsi, un texte bien écrit devient une preuve. Un graphique bien monté devient une évidence. Une citation inventée devient une garantie. Une liste de références introuvables devient un simulacre d'autorité. Et puisque la machine produit tout cela en quelques secondes, l'humain est progressivement incité à ne plus vérifier.



NAISSANCE DE LA PARESSE INTELLECTUELLE

Pourquoi chercher, lire, comparer et douter lorsque quelques mots suffisent désormais à obtenir une réponse immédiatement emballée, propre et rassurante ? Cette facilité nourrit une paresse intellectuelle nouvelle, une forme d'addiction au confort technologique où l'effort de comprendre devient lui-même une contrainte archaïque, alors même que les recherches sur l'externalisation cognitive (cognitive offloading) montrent que les individus tendent naturellement à déléguer aux algorithmes une partie de leur charge mentale dès lors que cela leur permet d'économiser de l'effort.

Et pour certains, le phénomène va plus loin encore : l'IA devient une machine à fabriquer artificiellement de la compétence et de la notoriété, permettant de produire en quelques minutes textes, images, analyses ou expertises que l'on peut ensuite exhiber comme le fruit de son propre talent — la technologie ne servant alors plus seulement à éviter de penser, mais à donner l'illusion publique que l'on pense mieux que les autres. C'est là que le mensonge devient politiquement intéressant.

LE FAUX PEUT ÊTRE PRODUIT À UNE ÉCHELLE INDUSTRIELLE

Car avant l'IA, un mensonge ancien avait besoin d'un menteur. Il fallait falsifier, maquiller, corrompre, manipuler. Il fallait prendre le risque d'être découvert. Avec l'IA générative, une partie de cette mécanique change puisque le faux peut être produit automatiquement, à une échelle industrielle, avec une apparence de neutralité et d'objectivité.

La machine ne dit pas : «Je veux vous tromper.», elle dit quelque chose de beaucoup plus dangereux lorsqu'elle dit : «Voici la réponse !» Et cette différence est fondamentale. Parce que l'autorité ne vient plus nécessairement de la vérité du contenu, mais de la puissance supposée de l'outil qui le produit.

C'est ainsi que l'on peut passer de la pensée créatrice à sa carica-

ture technologique puisque à une question correspond un prompt et donc une réponse. Puis à une autre question, un autre prompt et une autre réponse. Plus besoin de chercher. Plus besoin de comparer. Plus besoin de douter. Plus besoin de lire les sources. Plus besoin de comprendre le raisonnement. Il suffit de demander.

LE PARESSEUX INTELLECTUEL FINIT PAR CONFONDRE RÉPONSE ET VÉRITÉ

Et si la réponse est fausse, alors on recommence. Si elle est encore fausse, on reformule... comme si changer la question pouvait miraculeusement transformer une machine en oracle. Mais un algorithme n'est ni omniscient ni neutre : il ne sait que ce que ses données lui permettent de produire, dans les limites des corpus auxquels il a accès, des choix opérés lors de sa conception et des orientations qui ont présidé à leur sélection. Or aucune base de données n'est exhaustive, aucun corpus ne contient toute la complexité du réel, aucune sélection de sources n'est dépourvue d'angles morts. L'algorithme ne contemple donc jamais le monde dans son intégralité : il en restitue une représentation filtrée, incomplète, structurée par des choix humains — et peut transformer cette partialité en une réponse qui, parce qu'elle est formulée avec aplomb, prend dangereusement les apparences de la vérité.

Le véritable danger commence lorsque cette limite fondamentale disparaît de la conscience de celui qui l'utilise. À force de déléguer la recherche, le tri, la synthèse et jusqu'au jugement à une technologie présentée comme «intelligente», le paresseux intellectuel finit par confondre réponse et vérité, vitesse et pertinence, abondance d'informations et connaissance. Il ne vérifie plus, ne confronte plus, ne doute plus : il reformule jusqu'à obtenir la réponse qui lui convient et baptise ce résultat «intelligence». À ce stade, l'algorithme n'est même plus nécessairement trompeur par intention ; c'est l'humain qui, par paresse et fascination technologique, trans-

forme mécaniquement ses limites en certitudes — et s'installe confortablement derrière une technologie du néant pour éviter l'effort élémentaire de penser.

Or, une société qui délègue progressivement sa capacité d'analyse à des systèmes qui ne comprennent pas ce qu'ils énoncent risque de perdre quelque chose de beaucoup plus précieux que quelques emplois de cols blancs. Elle perd son rapport même à la vérité. Et les cabinets de conseil offrent ici un laboratoire presque parfait.

Ces organisations ont bâti une partie considérable de leur pouvoir sur une promesse fausse de transformer la complexité en expertise, l'information en décision, l'incertitude en recommandations. Or voilà que les machines censées accélérer cette production peuvent inventer les sources sur lesquelles reposent ces recommandations.

Ainsi, PwC affirme disposer de processus de contrôle qualité et dit prendre au sérieux l'exactitude de ses publications. Mais le problème est précisément là. Car si le contrôle humain demeure indispensable, alors l'IA n'a pas supprimé le travail intellectuel ; elle a seulement déplacé le risque vers ceux qui ne vérifieront pas. Et cette contradiction devrait nous obséder. Mais ce qui devrait véritablement nous alarmer, c'est que les acteurs au cœur de cette mécanique ne sont pas d'obscures officines sans influence, mais les architectes reconnus de la décision économique et politique mondiale dont on a vu les dérives lors de l'opération COVID par exemple. Ainsi, McKinsey, Bain et BCG, le fameux trio MBB qui règne sur le conseil en stratégie, et les Big Four — PwC, Deloitte, EY et KPMG — qui irriguent simultanément l'audit, la finance, la fiscalité, la transformation des organisations et désormais l'intelligence artificielle.

Ces cabinets ne se contentent pas de conseiller les multinationales et les gouvernements puisqu'ils participent activement à définir les diagnostics, à fabriquer les indicateurs, à formuler les scénarios et à imposer le vocabulaire dans lequel les décisions devront ensuite être pensées. Or, lorsqu'une poignée de cabinets privés devient capable de produire les «preuves», les classements, les projections et les recommandations servant ensuite à légitimer des politiques publiques ou des restructurations massives, nous ne sommes plus seulement dans le conseil mais nous sommes face à une véritable industrie de la légitimation du mensonge.

Et si ces mêmes machines commencent à produire à leur tour des rapports truffés de références inexistantes, comme l'illustre l'affaire PwC, le risque devient alors vertigineux puisque la technologie peut donner à des récits intéressés l'apparence froide et incontestable de la donnée. Le mensonge institutionnel n'a alors même plus besoin d'être imposé dès lors qu'il peut être maquillé en expertise, certifié par des graphiques, légitimé par des cabinets prestigieux et finalement présenté au citoyen comme une conclusion rationnelle à laquelle il ne resterait plus qu'à consentir.

P.B (A SUIVRE...)



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouquelmim

LE PUITS SACRÉ DE LA BROUSSE

Au cœur d'une ancienne brousse, là où les arbres semblaient garder les secrets des ancêtres et où le vent racontait les histoires oubliées, les animaux souffrirent d'une grande sécheresse.

Les rivières avaient disparu, les marigots s'étaient asséchés, et chaque goutte d'eau était devenue un trésor précieux.

Un jour, le lion, le chef respecté de la brousse, convoqua tous les animaux.

— L'eau est la vie. Si nous voulons survivre, nous devons unir nos forces et creuser un puits qui appartiendra à tous.

Tous les animaux acceptèrent avec courage. L'éléphant apporta sa force, le buffle son endurance, le singe son agilité, et même les petits animaux vinrent apporter leur aide.

Mais parmi eux se trouvait le lièvre, connu pour son intelligence, mais aussi pour sa ruse et son amour de la facilité.

Quand on lui demanda de participer au travail, il répondit en souriant :

— Creuser la terre sous le soleil ? Ce n'est pas pour moi. Mon esprit est plus précieux que mes pattes. Je trouverai toujours un moyen de boire sans travailler.

Les animaux furent déçus.

— Celui qui refuse de participer à l'effort collectif ne doit pas profiter du fruit du travail des autres, dirent-ils.

— À partir d'aujourd'hui, le puits sera interdit au lièvre.

Le lièvre éclata de rire.

— Vous pensez avoir enfermé l'eau derrière vos règles ? La brousse appartient à ceux qui savent réfléchir.

Puis il partit, convaincu que sa



ruse serait plus forte que la volonté des autres.

Après plusieurs jours de travail difficile, le puits fut enfin terminé. C'était un magnifique ouvrage, entouré de pierres anciennes, comme un sanctuaire offert par la nature.

Mais lorsque les animaux partaient chasser, le lièvre revenait en secret boire cette eau qu'il n'avait pas aidé à obtenir.

Chaque soir, il effaçait ses traces avec sa queue, croyant tromper tout le monde.

Mais dans la brousse, rien ne reste caché éternellement.

Un matin, le lion remarqua des empreintes fraîches près du puits.

— Quelqu'un profite de notre travail sans respecter notre règle, déclara-t-il.

Après réflexion, il eut une idée.

Il demanda aux animaux de préparer une étrange statue faite de glu magique et de la placer près de la margelle du puits.

— La sagesse ne se mesure pas seulement par la force, par-

fois il faut laisser la ruse se révéler elle-même.

Le lendemain, comme toujours, le lièvre arriva discrètement.

En voyant la statue, il demanda :

— Qui es-tu pour rester ici sans me saluer ?

La statue resta silencieuse.

Le lièvre, vexé, dit :

— Alors tu ignores le grand lièvre ? Tu dois apprendre le respect !

Il lui donna une gifle... mais sa patte resta collée.

Surpris, il cria :

— Libère-moi immédiatement, sinon je vais te frapper avec mes pieds !

Mais plus il se débattait, plus il se retrouvait prisonnier. Bientôt, ses quatre pattes furent collées à la statue, et il tomba au sol avec elle.

Quand les animaux revinrent de la chasse, ils découvrirent le lièvre pris dans son propre piège.

— Celui qui utilise la ruse pour

tromper les autres finit souvent prisonnier de sa propre intelligence, déclara le lion.

Les animaux décidèrent alors de lui donner une leçon.

Ils préparèrent un grand feu pour lui faire peur.

Le lièvre, voyant le danger, réfléchit rapidement. Il se mit soudain à chanter :

— Ô feu magnifique, mon ami depuis toujours ! Je n'ai peur que d'une chose : les buissons épineux où personne ne voudrait être envoyé !

Les animaux furent étonnés.

— Comment peut-il aimer ce qui pourrait le détruire ?

Intrigué, l'éléphant voulut vérifier ses paroles. Il prit le lièvre et le lança dans un grand buisson.

Tous pensaient que le petit animal allait disparaître.

Mais à peine toucha-t-il le sol qu'il bondit comme une flèche et disparut entre les arbres.

Depuis ce jour, une vieille sagesse circule encore dans la brousse :

« L'intelligence est un don précieux, mais sans respect et sans responsabilité, elle devient un piège pour celui qui la possède. Celui qui refuse de participer à l'effort des autres ne doit pas réclamer les récompenses communes. »

Et les anciens racontent que le puits existe toujours quelque part, caché entre les grands arbres, rappelant à tous les êtres vivants que l'union construit les trésors que la ruse seule ne peut jamais créer.

Publié sur Facebook par choupibandita893 dans Contes, légendes et gestes de l'ouest de l'Afrique, le 25 août 2026

LE LION, LE LIÈVRE ET LE VIEIL ARBRE

Dans une forêt africaine vivait un Lion qui se croyait plus sage que tous les autres animaux.

Un jour, il déclara :

« Désormais, personne ne prendra de décision dans cette forêt sans me consulter. Je suis le plus fort, donc je suis forcément le plus sage. »

Tous les animaux se turent.

Seul le vieux Baobab, qui observait la forêt depuis des générations, murmura :

« La force peut faire plier les branches, mais elle ne fait pas pousser les fruits. »

Le Lion se mit en colère.

« Un arbre peut-il prétendre m'apprendre la sagesse ? »

Le Baobab ne répondit pas.

Quelques semaines plus tard, une grande sécheresse frappa la forêt. Les animaux partirent à la recherche d'eau. Le Lion, certain de connaître le chemin, les conduisit vers une vallée où il n'y avait plus une seule goutte.

Le petit Lièvre, lui, avait écouté les anciens et connaissait un petit point d'eau caché derrière les collines.

Il y conduisit les animaux.

Le Lion, honteux, baissa la tête.

Alors le vieux Baobab lui dit :

« Celui qui croit tout savoir cesse d'apprendre. Et celui qui cesse d'apprendre finit par se perdre. »



Depuis ce jour, le Lion continua d'être le plus fort de la forêt mais il ne prétendit plus être le plus sage.

MORALE :

La force peut imposer le silence, mais seule la sagesse permet de trouver le chemin.

Publié sur Facebook par choupibandita893 dans Contes, légendes et gestes de l'ouest de l'Afrique, le 25 août 2026

LE CONTE DU FEU QUI NE S'ÉTEINT JAMAIS

Un soir, alors que la nuit tombait sur le village, un jeune garçon regarda son grand-père allumer le feu devant la case.

« Grand-père, pourquoi rallumes-tu ce feu chaque soir, alors qu'il s'éteint chaque nuit ? »

Le vieil homme souffla doucement sur les braises avant de répondre.

« Parce que ce n'est jamais le même feu, mon fils, et pourtant c'est toujours le même feu. »

L'enfant fronça les sourcils, ne comprenant pas.

Le grand-père s'assit, et les flammes éclairèrent son visage marqué par les saisons.

« Ton arrière-grand-père s'asseyait ici, au même endroit, et racontait les récits des origines. Puis mon père a repris sa place. Puis moi. Le bois change, la flamme change, mais la lumière qu'elle donne à la famille, elle, ne change jamais. »

Le garçon s'approcha du feu et sentit sa chaleur sur son visage.

Alors le vieil homme murmura :

« Le jour où plus personne ne s'assiéra autour du feu pour écouter, l'obscurité n'entrera pas par le ciel, mais par le silence des cœurs. Un peuple qui cesse de se réunir le soir finit par oublier pourquoi il se réunissait. »

Cette nuit-là, l'enfant resta plus longtemps que d'habitude près des braises.

Il comprit qu'un feu du soir n'éclaire pas seulement les visages. Il éclaire aussi le chemin entre les générations.

L'Afrique ne perd pas sa mémoire quand le feu s'éteint. Elle la perd lorsque plus personne ne s'assoit pour le rallumer.

Publié sur Facebook par choupibandita893 dans Contes, légendes et gestes de l'ouest de l'Afrique, le 25 août 2026

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

REDDITION D'UN TERRORISTE ET ARRESTATION DE 5 ÉLÉMENTS DE SOUTIEN AUX GROUPES TERRORISTES EN UNE SEMAINE

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar, alors que cinq éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés dans différentes opérations, durant la période du 19 au 25 août, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire (ANP).

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 19 au 25 août 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, le terroriste dénommé (A.S) alias (Mustapha) s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar en 6e Région militaire, en sa possession un (1) pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets, tandis que des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté 5 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations".

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont intercepté, en



coordination avec les différents services de sécurité 38 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction d'un (1) quintal et 23 kilogrammes de kif traité, provenant des frontières avec le Maroc, alors que 1.3 kilogramme de cocaïne et 458.623 comprimés psychotropes ont été saisis, et ce, lors d'opérations exécutées

à travers les Régions militaires". "A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et In Guezzam, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté 173 individus et saisi 23 véhicules, 97 groupes électrogènes, 64 marteaux piqueurs et des quantités de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". De même, "7 autres individus ont été appréhendés et 2 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 3 fusils de chasse, 3.400 litres de carburants et 3 tonnes de denrées alimentaires, destinés à la contrebande, ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes", selon la même source.

Par ailleurs, "les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 38 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 323 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan opérationnel de l'ANP.

RA

GAZ NATUREL

LA DEMANDE MONDIALE A ATTEINT UN NIVEAU RECORD EN 2025

La demande mondiale de gaz naturel a atteint un niveau record de 4.202 milliards de mètres cubes (m3) en 2025, soit une hausse de 69 milliards de m3 (+1,7%) par rapport à 2024, selon le Rapport mondial sur le gaz 2026 publié mercredi par l'Union internationale du gaz (IGU), qui souligne que le gaz continuera de jouer un rôle central dans le système énergétique mondial.

Le rapport indique que la hausse de la demande en 2025 a été principalement tirée par l'augmentation de la consommation dans le secteur résidentiel et commercial et l'utilisation accrue du gaz pour la production d'électricité, précisant que ce secteur a enregistré la plus forte augmentation absolue en 2025, avec 32 milliards de m3 supplémentaires, sous l'effet des besoins de chauffage durant l'hiver.

Le secteur de la production d'électricité est resté le premier secteur d'utilisation finale du gaz naturel, s'accaparant 34% de la demande mondiale globale, ajoute le rapport.

Parallèlement à la hausse de la demande, l'offre mondiale de gaz naturel a atteint un niveau record de 4.147 milliards de m3 en 2025, et les importations nettes de gaz naturel liquéfié (GNL) ont enregistré un niveau record de 580 mil-



liards de m3. En matière d'approvisionnements, l'Amérique du Nord arrive en tête en 2025, dépassant la Russie pour devenir le premier exportateur mondial de gaz naturel, le GNL américain ayant couvert plus de la moitié des importations européennes. Concernant les perspectives du mar-

ché en 2026, le rapport prévoit le premier recul annuel de la demande mondiale de gaz naturel depuis 2022, avec une baisse de 7 milliards de m3, bien que la poursuite de la croissance de la production aux Etats-Unis d'Amérique et dans d'autres régions devrait compenser une grande partie de la baisse des approvisionnements en provenance du Moyen-

Orient. Dans ce cadre, l'expansion des centres de données s'est imposée comme l'une des nouvelles sources de demande d'électricité, représentant environ 1,9% de la demande mondiale d'électricité en 2025, ce qui renforce le besoin de disposer de sources d'énergie fiables et flexibles capables de répondre rapidement à la hausse de la demande, relève le document, qui souligne l'importance de poursuivre les investissements dans la production, la liquéfaction, le transport, la regazéification et le stockage, afin d'accroître les approvisionnements, de diversifier les voies commerciales et de renforcer la capacité des marchés à faire face aux fluctuations soudaines de la demande et de l'offre.

L'IGU a conclu que le gaz naturel et le GNL continueront de jouer un rôle central dans le système énergétique mondial, compte tenu de leur capacité à assurer la fiabilité et à soutenir la sécurité des approvisionnements, à condition que les investissements et l'innovation se poursuivent pour accompagner les évolutions rapides de la demande et répondre aux exigences croissantes en matière de durabilité.

RC

PAYS-BAS

DÉCÈS D'UN PATIENT ATTEINT DU VIRUS DU NIL OCCIDENTAL

Un patient atteint de la fièvre du Nil occidental est décédé aux Pays-Bas, où il avait contracté le virus, transmis par les moustiques, a annoncé mercredi l'Institut national de la santé publique et de l'environnement (RIVM). "Dans la province d'Utrecht (centre), une personne est décédée des suites de la fièvre du Nil occidental. Cette personne avait contracté le virus du Nil occidental aux Pays-Bas et est décédée à l'hôpital", a indiqué l'Institut dans un communiqué.

Le RIVM a enregistré en 2026 trois cas d'infec-

tion par le virus du Nil occidental, probablement contractés aux Pays-Bas. Présent chez les oiseaux, le virus du Nil occidental peut être transmis à l'homme par des moustiques s'étant nourris du sang d'un oiseau infecté. Le virus n'est toutefois pas transmissible entre humains. Plusieurs pays européens dont l'Autriche, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et l'Espagne ont signalé des cas cette année, avait indiqué la semaine dernière le Centre européen de

prévention et de contrôle des maladies (ECDC). En Europe, la plupart des contaminations humaines se produisent durant la saison des moustiques, de la fin du printemps à l'automne, avec un pic de transmission entre juillet et septembre. Selon le RIVM, environ 80% des personnes qui contractent le virus du Nil occidental sont asymptomatiques, 19% présentent des symptômes grippaux et 1% peuvent développer de graves symptômes neurologiques.

RI